

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

### ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	35 fr.
Pays à plein tarif 60 fr.		

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
Etranger : Port en sus.

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces, et réclames sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	2 fr.
Minimum . . . . .	10 fr.
La page . . . . .	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1943

- 26 août — Décret fixant les attributions du commissaire à l'information. (*Arrêté de promulgation n° 565 Cab. du 23 octobre 1943*) . . . . . 564
- 2 septembre — Décret portant provisoirement modification de l'article 6 du décret du 21 juillet 1921 réorganisant le corps des gouverneurs des colonies. (*Arrêté de promulgation n° 565 Cab. du 23 octobre 1943*). . . . . 565
- 3 septembre — Décret modifiant le décret du 18 avril 1940 portant encouragement à la culture du sisal. (*Arrêté de promulgation n° 565 Cab. du 23 octobre 1943*) . . . . . 566
- 3 septembre — Décret érigeant le bureau administratif des colonies d'Alger en service administratif colonial, le bureau administratif des colonies de Casablanca en service colonial du port de Casablanca . . . . . 566
- 3 septembre — Ordonnance instituant l'office d'approvisionnement français . . . . . 567
- 15 septembre — Décret relatif au rattachement des sports aériens à l'état-major de l'armée de l'air . . . . . 568
- 17 septembre — Ordonnance portant constitution d'une assemblée consultative provisoire . . . . . 569
- 27 septembre — Décret modifiant l'article 108 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux. (*Arrêté de promulgation n° 545 Cab. du 13 octobre 1943*) . . . . . 571

- 27 septembre — Décret relatif à la solde et aux allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux rétribués sur les budgets généraux, locaux et spéciaux et annexes de l'A. O. F. et du Togo. (*Arrêté de promulgation n° 545 Cab. du 13 octobre 1943*) . . . . . 572
- 27 septembre — Décret relatif au régime des indemnités pour charges de famille du personnel civil en service en A. O. F. et au Togo. (*Arrêté de promulgation n° 545 Cab. du 13 octobre 1943*) . . . . . 572
- 27 septembre — Décret relatif au statut et à la solde des administrateurs des colonies. (*Arrêté de promulgation n° 545 Cab. du 13 octobre 1943*) . . . . . 574
- 28 septembre — Arrêté ministériel portant reclassement des administrateurs des colonies. (*Arrêté de promulgation n° 545 Cab. du 13 octobre 1943*). . . . . 574

#### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1943

- 11 juin — N° 2171 F. — Arrêté général relatif à l'agrément et au contrôle des entreprises d'assurances en A. O. F., rendu applicable au Togo par arrêté local n° 556 A. P. A. du 16 octobre 1943) . . . . . 575
- 15 septembre — N° 3299 F. — Arrêté général modifiant l'arrêté n° 2171 F. du 11 juin 1943 relatif à l'agrément et au contrôle des entreprises d'assurances en A. O. F., rendu applicable au Togo par arrêté local n° 556 A. P. A. du 16 octobre 1943) . . . . . 577
- 17 septembre — N° 3326 c. — Arrêté général créant un comité de patronage dans chacune des colonies du groupe et au Togo en vue d'organiser la souscription pour l'aide aux groupements de résistance en France . . . . . 577
- 18 septembre — N° 3352 se. — Arrêté général portant suppression du comptoir de répartition et de conditionnement du caoutchouc africain et créant un service du caoutchouc. . . . . 577

30 septembre	—	N° 3502 SE. — Arrêté général fixant la valeur F. O. B. port d'embarquement des produits de la récolte 1943-1944 destinés à l'exportation hors des territoires de la fédération	578
1 <sup>er</sup> octobre	—	N° 3512 P. — Arrêté général nommant un délégué du blocus pour l'A. O. F. et le Togo	579
7 octobre	—	N° 3554 F. — Arrêté général fixant le régime des indemnités pour charges de famille du personnel originaire de l'A. O. F. appartenant aux cadres communs supérieurs, secondaires, spéciaux ou locaux, rendu applicable au Togo par arrêté local n° 553 F. du 15 octobre 1943.	579
11 octobre	—	N° 3614 SE. — Arrêté général fixant le prix de certains produits.	579
14 octobre	—	N° 3663 SE. — Arrêté général appliquant les opérations de péréquation à un lot de sucre reçu par le Togo	580
		Modificatif à l'arrêté général n° 3215 F. du 8 septembre 1943 relatif à la réglementation des prix	580
		Liste des candidats autorisés à subir les épreuves de l'examen pour l'accession aux emplois du cadre supérieur des chemins de fer	580

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

1943

13 octobre	—	N° 546 AE. — Arrêté prescrivant le blocage et la déclaration des stocks de vins ordinaires	580
14 octobre	—	N° 548 AE. — Arrêté relatif au financement des importations et exportations effectuées par l'intermédiaire de l'administration	581
14 octobre	—	N° 550 APA. — Arrêté portant organisation territoriale du cercle de Lomé.	581
15 octobre	—	N° 551 AE. — Arrêté fixant les prix d'achat aux producteurs de maïs, huile de palme et palmistes à compter du 15 octobre 1943.	583
15 octobre	—	N° 552 F. — Arrêté modifiant les droits fiscaux d'entrée au Togo, rendu provisoirement exécutoire par arrêté n° 564 F. du 23 octobre 1943.	583
15 octobre	—	N° 553 F. — Arrêté fixant le régime des indemnités pour charges de famille du personnel originaire de l'A. O. F. et du Togo appartenant aux cadres locaux européens et indigènes du territoire	592
16 octobre	—	N° 555 F. — Arrêté complétant le tableau de classement des logements du chef-lieu, objet de l'annexe 1 de l'arrêté n° 29 du 9 janvier 1938	593
16 octobre	—	N° 557 AE. — Arrêté fixant les prix d'achat du caoutchouc pour la campagne 1943-1944	593
18 octobre	—	N° 640 Cab. — Décision chargeant à titre permanent l'inspecteur des affaires administratives du Togo de la signature des affaires courantes et urgentes durant les absences du commissaire de la République française au Togo.	593
19 octobre	—	N° 559 AE. — Arrêté réglementant la vente du vin au Togo	581

19 octobre	—	N° 560 P. — Arrêté fixant les soldes des fonctionnaires des cadres locaux européens du territoire du Togo.	593
Personnel			596
Divers			597

## TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1943

7 octobre	—	N° 3551 P. — Arrêté général relatif à la solde du personnel des cadres communs supérieurs de l'A. O. F.	597
7 octobre	—	N° 3552 F. — Arrêté général relatif à la solde des fonctionnaires des cadres communs secondaires, spéciaux ou locaux de l'A. O. F.	601

### PARTIE NON OFFICIELLE

#### Avis et communications

Avis de concours	{	Ecole coloniale	602
		Ingénieurs des travaux publics et des mines des colonies	602
Domaines			602

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Promulgations

N° 565 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

23 octobre 1943. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1<sup>o</sup> — le décret du 26 août 1943 fixant les attributions du commissaire à l'information;

2<sup>o</sup> — le décret du 2 septembre 1943 portant provisoirement modification de l'article 6 du décret du 21 juillet 1921 réorganisant le corps des gouverneurs des colonies;

3<sup>o</sup> — le décret du 3 septembre 1943 modifiant le décret du 18 avril 1940 portant encouragement à la culture du sisal.

*DECRET du 26 août 1943 fixant les attributions au commissaire à l'information.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire à l'information;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943, portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le commissaire à l'information est chargé d'assurer à l'intérieur des territoires soumis à l'autorité du Comité français de la Libération nationale, aussi bien qu'à l'étranger, la diffusion de toutes les informations d'intérêt national français. A cet effet, il est en liaison permanente avec les autres commissaires et leurs services. Il est en relations avec la presse étrangère et les organismes de presse et de propagande alliés et étrangers en territoire français.

En ce qui concerne l'action sur la France, les directives sont élaborées après entente avec le commissaire à l'intérieur. Le commissaire à l'information prépare, dans les mêmes conditions, les services d'information, de presse, de radiophonie et de prises de vues cinématographiques, qui fonctionneront à l'exclusion de tous autres sur le territoire métropolitain, à mesure qu'il sera libéré.

Les informations à destination du monde arabe sont assurées après entente avec le commissaire à la coordination des affaires musulmanes.

ART. 2. — Dans les territoires soumis à l'autorité du Comité de la Libération nationale, toutes questions relatives à la presse et aux périodiques, aux émissions radiophoniques, publications, pièces de théâtre, films cinématographiques, conférences, affiches et tracts de propagande en toutes langues, relèvent du commissaire à l'information. Dans les mêmes territoires, il exerce le contrôle sur les publications de toutes catégories et les films cinématographiques introduits de l'étranger. Dans les pays de protectorat, cette autorité et ce contrôle s'exercent en collaboration avec les autorités françaises responsables. Dans les territoires relevant du commissariat aux colonies, l'action du commissaire à l'information s'exerce par l'intermédiaire du commissaire aux colonies et en accord avec lui.

En ce qui concerne les questions intéressant le domaine de la défense nationale, la permission de publication ou de diffusion ne pourra être accordée qu'après avis du Comité de défense nationale.

En ce qui concerne les questions intéressant les opérations militaires, la permission de publication ou de diffusion ne pourra être accordée qu'après accord du général commandant en chef.

ART. 3. — Le commissaire à l'information contrôle la gestion des divers offices rattachés à son département. En ce qui concerne l'office français d'informations cinématographiques, il contrôle l'utilisation, par cet office, du matériel recueilli par le service cinématographique de l'armée.

ART. 4. — La politique générale des émissions en toutes langues de tous les postes français et des émissions accordées à la France sur les stations alliées ou amies, est déterminée par le commissaire à l'information, en liaison avec les commissaires intéressés.

ART. 5. — Les services d'information, placés auprès de nos principales représentations diplomatiques, sont sous la direction administrative et technique du commissaire à l'information et, pour leur action dans le pays où ils sont établis, sous la direction politique du délégué du Comité français de la Libération nationale.

ART. 6. — Le commissaire à l'information favorise ou assure, en liaison, s'il y a lieu, avec les commissaires intéressés, la publication d'ouvrages et de périodiques et l'organisation de manifestations de toute nature destinées à faire rayonner dans le monde la pensée française.

ART. 7. — Le commissaire à l'information règle toutes les questions d'approvisionnement et de répartition du papier entre les journaux et les publications dont l'édition est autorisée ou décidée. Il a également la charge de répartir les travaux d'impression entre les différentes imprimeries.

ART. 8. — Le commissaire à l'information est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 26 août 1943.

DE GAULLE.

GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire à l'information,*

H. BONNET.

*Le commissaire à l'armement, à l'approvisionnement et à la reconstruction,*

Jean MONNET.

*Le commissaire à la coordination des affaires musulmanes,*

CATROUX.

*Le commissaire à la production et au commerce,*

André DIETHELM.

*Le commissaire à la justice, à l'éducation nationale et à la santé publique,*

J. ABADIE.

*Le commissaire aux finances, commissaire aux communications et à la marine marchande p. l.,*

COUVE DE MURVILLE.

*Le commissaire aux affaires étrangères,*

MASSIGLI.

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

*Le commissaire à l'intérieur,*

A. PHILIP.

*Le commissaire au travail et à la prévoyance sociale,*

A. TIXIER.

**DECRET du 2 septembre 1943 portant provisoirement modification de l'article 6 du décret du 21 juillet 1921 réorganisant le corps des gouverneurs des colonies.**

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 21 juillet 1921 réorganisant le corps des gouverneurs des colonies, ensemble les textes modificatifs;

Vu l'avis du commissaire aux finances;

**DECRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Pendant les hostilités et tant que les circonstances ne permettront pas aux fonctionnaires placés dans la position de disponibilité, de rentrer dans la Métropole, le traitement annuel de disponibilité des gouverneurs généraux, gouverneurs et résidents supérieurs des colonies, fixé à l'article 6 du décret du 21 juillet 1921, modifié par le décret du 7 avril 1936, est porté aux deux tiers de la solde de présence des intéressés telle qu'elle est définie à l'article 12 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux.

ART. 2. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 2 septembre 1943.

DE GAULLE.

GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

*DECRET du 3 septembre 1943 modificatif du décret du 18 avril 1940 portant encouragement à la culture du sisal.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies, du commissaire aux finances et du commissaire à la production et au commerce;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 18 avril 1940 et notamment son article 1<sup>er</sup> § 1 B portant encouragement à la culture du sisal;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le délai fixé à l'article 1<sup>er</sup> § 1 B du décret du 18 avril 1940 susvisé pour la réalisation des conditions d'exonération totale ou partielle de remboursement des prêts accordés pour l'amélioration des cultures de sisal, pourra, sur la demande des bénéficiaires et par décision du gouverneur de la colonie intéressée, après avis du chef du service de l'agriculture, être prorogé, pour une période de trois ans au plus.

ART. 2. — Les annuités de remboursement qui eussent été exigibles en application des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> § 1 B du décret du 18 avril 1940, porteront intérêt de 5% au profit du trésor pour la durée de la prorogation fixée par chaque décision.

ART. 3. — Le commissaire aux colonies, le commissaire aux finances et le commissaire à la production et au commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 3 septembre 1943.

DE GAULLE.

GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

*Le commissaire aux finances,*

COUVE DE MURVILLE.

*Le commissaire à la production et au commerce,*

André DIETHELM.

**Service administratif colonial**

**Service colonial du port de Casablanca**

*DECRET du 3 septembre 1943.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies et du commissaire aux finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 et l'article 33 de la loi du 13 avril 1900;

Vu le décret du 18 novembre 1882 sur les adjudications et marchés de l'Etat;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 6 juillet 1935 organisant le service administratif colonial des ports;

Vu l'acte dit « décret du 19 février 1942 » réorganisant le service administratif colonial;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant la période où le siège du Comité français de la Libération nationale est fixé en Afrique du Nord, le bureau administratif des colonies d'Alger est érigé en service administratif colonial.

Le Bureau administratif des colonies de Casablanca est érigé en service colonial du port de Casablanca.

ART. 2. — Le service administratif colonial est chargé :

1<sup>o</sup> — d'effectuer toutes les opérations qui incombent au service administratif colonial du Ministère des colonies, telles qu'elles sont définies par l'acte, dit « décret du 19 février 1942 » réorganisant ce service;

2<sup>o</sup> — d'assurer en Algérie et en Tunisie toutes les opérations qui incombent au service administratif colonial des ports de commerce dans la métropole et qui ont été fixées par le décret du 6 juillet 1935.

ART. 3. — Le service colonial du port de Casablanca est chargé d'effectuer au Maroc toutes les opérations qui incombent au service administratif colonial des ports de commerce dans la métropole et qui ont été fixées par le décret du 6 juillet 1935.

ART. 4. — Le service administratif colonial et le service colonial du port de Casablanca établissent les ordres de recettes, liquident les dépenses de personnel et de matériel et émettent les ordres de paiement pour le compte des colonies et territoires qui relevaient à la date du 17 juin 1940 du Ministère des colonies.

Sous réserve des dispositions de l'article 6 ci-dessous relatives aux opérations effectuées pour le compte de l'Indochine occupée par l'ennemi, ces opérations sont faites sur provisions constituées par les trésoriers généraux de chaque groupe de colonies ou par les trésoriers-payeurs des colonies et territoires relevant du commissariat aux colonies, à la trésorerie générale de l'Algérie, et à la trésorerie générale du Maroc.

ART. 5. — Les opérations effectuées par le service administratif colonial et le service colonial du port de Casablanca pour le compte des groupes de colonies, colonies et territoires relevant du commissariat aux colonies, sont régularisées par les directions des finances des Gouvernements généraux et Gouvernements de ces colonies.

Les paiements effectués par les trésoreries générales de l'Algérie et du Maroc sont imputés au compte « Paiements sur fonds réservés pour compte colonies. » Les provisions constituées à cet effet sont prises en charge au crédit de ce compte.

Les recettes constatées sur titres émis par le service administratif colonial et le service colonial du port de Casablanca sont imputées au compte « Recettes à transférer à divers comptables ».

ART. 6. — Les dépenses relatives aux opérations effectuées pour le compte de l'Indochine occupée par l'ennemi, seront ordonnancées exclusivement par le directeur du service administratif colonial d'Alger sur la caisse du trésorier général de l'Algérie.

Les recettes pouvant être constatées au profit de l'Indochine seront également comptabilisées par le trésorier général de l'Algérie.

ART. 7. — Le bureau des colonies d'Oran est transformé en annexe du service administratif colonial. Le directeur du service administratif colonial peut déléguer au chef de l'annexe d'Oran le pouvoir d'effectuer les opérations visées à l'article 2 ci-dessus qui doivent être exécutées à Oran.

ART. 8. — Le personnel du service administratif colonial comprend :

*à Alger*

- 1<sup>o</sup> — Un directeur;
- 2<sup>o</sup> — un adjoint au directeur;
- 3<sup>o</sup> — un chef du bureau des passages, un chef du bureau des finances, un chef du bureau du matériel et de la comptabilité matières;
- 4<sup>o</sup> — huit rédacteurs ou comptables;
- 5<sup>o</sup> — quinze auxiliaires (comptables, commis aux écritures, sténo-dactylographes, téléphonistes, gardes magasins, chauffeurs, huissiers, plantons et fonctions assimilées);

*à Oran*

- 1<sup>o</sup> — Un chef de l'annexe;
  - 2<sup>o</sup> — un adjoint au chef de l'annexe;
  - 3<sup>o</sup> — cinq auxiliaires.
- Le personnel du service colonial du port de Casablanca comprend :
- 1<sup>o</sup> — Le chef du service;
  - 2<sup>o</sup> — un chef du bureau des passages, un chef du bureau des finances, un chef du bureau du matériel;
  - 3<sup>o</sup> — quatre rédacteurs;
  - 4<sup>o</sup> — dix auxiliaires.
- Le personnel du service administratif colonial et du service colonial du port de Casablanca est composé :

1<sup>o</sup> — de fonctionnaires coloniaux détachés par décision du commissaire aux colonies.

Ces fonctionnaires continuent à être rémunérés par les colonies, corps ou services auxquels ils appartiennent.

2<sup>o</sup> — d'agents contractuels dont les contrats d'engagement sont soumis pour approbation au commissaire aux colonies;

3<sup>o</sup> — d'auxiliaires recrutés suivant les usages commerciaux des places d'Alger, d'Oran et de Casablanca.

ART. 9. — Les dépenses de personnel contractuel ou auxiliaire et les dépenses de locations de bureaux et de magasins de fonctionnement, d'entretien et autres dépenses assimilées, sont payées sur les provisions mises par l'article 4 à la disposition du directeur du service administratif colonial et du chef du service colonial du port de Casablanca.

Une décision ultérieure fixera le montant des contributions à verser par les divers territoires relevant du commissariat aux colonies.

ART. 10. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures à celles du présent décret.

ART. 11. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 3 septembre 1943.

DE GAULLE. GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :  
*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

*Le commissaire aux finances,*  
COUVE DE MURVILLE.

**Office d'approvisionnement français**

*ORDONNANCE du 3 septembre 1943.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire à la production et au commerce, du commissaire aux affaires étrangères, du commissaire aux finances, du commissaire à l'armement, à l'approvisionnement et à la reconstruction, du commissaire aux colonies, du commissaire aux communications, du commissaire à la justice, à l'éducation nationale et à la santé publique, du commissaire au travail et à la prévoyance sociale;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

**ORDONNE :**

ARTICLE PREMIER. — Il est institué sous le nom d' « Office d'Approvisionnement français » un établissement public, ayant pour objet toutes opérations agricoles, industrielles commerciales et financières, de nature à faciliter ou à assurer la constitution des stocks nécessaires au ravitaillement de la France et de ses Alliés — ou à favoriser la création ou le développement d'entreprises utiles à l'effort de guerre ou concourant au but défini ci-dessus, ou à faciliter les opérations d'importation ou d'exportation ayant le même objet.

ART. 2. — Les règles de fonctionnement de cet établissement public sont définies dans les statuts annexés à la présente ordonnance et approuvées par elle.

ART. 3. — « L'Office d'Approvisionnement français » possède la personnalité juridique et l'autonomie financière.

ART. 4. — La présente ordonnance sera publiée au journal officiel de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 3 septembre 1943.

GIRAUD. DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :  
*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

*Le commissaire à la production  
et au commerce,*  
André DIETHELM.

*Le commissaire aux affaires étrangères,*  
MASSIGLI.

*Le commissaire à la justice,  
à l'éducation nationale et à la santé publique,*  
J. ABADIE.

*Le commissaire aux finances,  
commissaire aux communications  
et à la marine marchande p. i.,*  
COUVE DE MURVILLE.

*Le commissaire à l'armement,  
à l'approvisionnement et à la reconstruction,*  
Jean MONNET.

*Le commissaire au travail  
et à la prévoyance sociale,*  
A. TIXIER.

## OFFICE D'APPROVISIONNEMENT FRANÇAIS

### STATUTS

#### I. — Objet

ARTICLE PREMIER. — Il est institué sous le nom d'« Office d'Approvisionnement français » un établissement public ayant pour objet toutes opérations agricoles, industrielles, commerciales et financières dans le territoire métropolitain, les colonies françaises et les pays sous le protectorat, le mandat ou l'autorité de la France, ainsi qu'à l'étranger; de nature à faciliter ou à assurer la constitution des stocks nécessaires au ravitaillement de la France et de ses Alliés, — ou à favoriser la création ou le développement d'entreprises utiles à l'effort de guerre ou concourant au but défini ci-dessus, ou à faciliter les opérations d'importation ou d'exportation ayant le même objet.

#### II. — Siège de l'Office

ART. 2. — Le siège de l'Office d'approvisionnement français est fixé au siège des pouvoirs publics de la République française.

ART. 3. — L'Office ouvre des succursales ou agences, ou désigne des représentants à tout endroit où il le juge utile. Il crée des sociétés ou prend des participations conformément à son objet.

#### III. — Moyens financiers

ART. 4. — L'Office disposera d'une dotation initiale de 250 millions de francs, constituée sur les disponibilités du trésor central du Comité français de la Libération nationale. Sur cette dotation globale, une première tranche de 100 millions de francs lui sera versée dès sa constitution; les 150 millions suivants seront mis à sa disposition au fur et à mesure des besoins, à la demande du conseil de surveillance.

ART. 5. — Des subventions seront accordées à l'Office sur le budget du Comité français de la Libération nationale pour couvrir les charges exceptionnelles auxquelles il ne pourrait faire face sur ses recettes normales.

ART. 6. — L'Office pourra se procurer les fonds supplémentaires dont il aurait besoin :

— soit en faisant appel à des avances de trésorerie qui seront approuvées par décret,

— soit par voie d'emprunts autorisés par décret et pouvant comporter la garantie du Comité français de la Libération nationale.

Il est habilité à recueillir toutes subventions et fonds de concours.

#### IV. — Administration

ART. 7. — L'Office est géré par un directeur général, sous l'autorité d'un conseil de surveillance, dont les membres, au nombre de sept au moins sont, ainsi que le directeur général, nommés par décret et doivent être tous citoyens, sujets ou protégés français.

ART. 8. — Le traitement du directeur général est fixé par décret.

Le mandat des membres du conseil de surveillance est gratuit.

ART. 9. — Le conseil de surveillance est présidé par le commissaire à la production et au commerce.

ART. 10. — Le conseil de surveillance se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire, sur la convocation de son président ou sur la demande du directeur général, ou sur celle de cinq de ses membres.

ART. 11. — Le conseil adopte lui-même le règlement de ses séances et fixe la manière dont ses délibérations sont enregistrées.

ART. 12. — La signature du directeur général engage valablement l'Office. Il peut, avec l'assentiment du conseil de surveillance, déléguer sa signature. Le directeur général représente l'Office devant toute juridiction tant en demande qu'en défense.

ART. 13. — Toutefois, le directeur général doit être obligatoirement assisté et autorisé par le conseil de surveillance en ce qui concerne les objets suivants :

a) contrats à passer au nom de l'Office et devant être soumis au Comité français de la Libération nationale, ou qui engagent l'Office, soit pour une durée de plus de six mois, soit pour une somme supérieure à un million de francs;

b) ouverture de succursales et agences; création de sociétés et prises de participations;

c) arrêtés annuels des comptes de l'Office, constitution de réserves et provisions;

d) transactions et compromis sur les intérêts de l'Office.

#### V. — Contrôle financier et gestion financière

ART. 14. — Le conseil de surveillance nomme un Comité permanent de contrôle composé de trois membres qui vérifie de façon constante la régularité matérielle des opérations de l'Office, et établit un rapport sur les comptes annuels et le bilan.

ART. 15. — Le solde créditeur du compte annuel de profits et pertes sera, après amortissements et constitution d'un fonds de réserve, versé au budget général.

ART. 16. — Le directeur général établit, à la fin de chaque année, un rapport sur les opérations de l'Office. Ce rapport, approuvé par le conseil de surveillance, et appuyé des comptes annuels et du rapport du Comité permanent de contrôle, sera publié au journal officiel de la République française.

ART. 17. — Dans chaque siège, succursale et agence de l'Office, tous les livres, pièces comptables et documents seront tenus à la disposition d'un fonctionnaire désigné par le commissaire aux finances.

#### Sports aériens

DECRET du 15 septembre 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE  
Sur le rapport du Comité de défense nationale;

Vu l'acte dit arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1941 portant organisation des sports aériens;

Vu l'acte dit arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1941 relatif à la pratique du vol sans moteur;



## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les « Sports Aériens » qui relevaient autrefois du secrétariat d'Etat à l'éducation nationale et à la Jeunesse (Commissariat Général à l'éducation générale et aux sports) sont rattachés au commandement de l'aviation française.

ART. 2. — Indépendamment du rôle qui leur est fixé par l'acte dit arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1941 et par dérogation à l'ordonnance du 19 mars 1943 instituant l'instruction prémilitaire obligatoire, les sports aériens sont chargés de donner l'instruction prémilitaire complète aux jeunes gens qui désirent servir dans l'armée de l'air.

ART. 3. — Un arrêté fixera les modalités d'application du présent décret.

ART. 4. — Le Comité de défense nationale et le général commandant en Chef sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 15 septembre 1943.

DE GAULLE.

GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire aux finances,*

Couve de MURVILLE.

## Organisation administrative

## Assemblée consultative

## ORDONNANCE du 17 septembre 1943.

## LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire à l'intérieur;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 3 juin 1943, modifié par le décret du 4 août 1943, fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

## ORDONNE :

## TITRE PREMIER

ARTICLE PREMIER. — Il est institué une assemblée consultative provisoire chargée de fournir une expression aussi large que possible, dans les circonstances présentes, de l'opinion nationale.

Cette assemblée sera dissoute de plein droit à la date où sera constituée l'assemblée chargée de désigner le Gouvernement provisoire.

ART. 2. — La composition initiale de l'assemblée telle qu'elle est constituée par la présente ordonnance, pourra être ultérieurement modifiée en particulier quand le siège du Comité français de la Libération nationale sera transporté en territoire métropolitain.

ART. 3. — L'assemblée consultative comporte :

1<sup>o</sup> — 40 représentants des organismes de résistance métropolitaine;

2<sup>o</sup> — 12 représentants de l'ancienne résistance extra-métropolitaine;

3<sup>o</sup> — 20 membres du sénat et de la chambre des députés;

4<sup>o</sup> — 12 représentants des conseils généraux.

ART. 4. — Les représentants des organismes de résistance métropolitaine peuvent recevoir soit un mandat permanent et révocable, soit un mandat temporaire à l'occasion d'une session déterminée.

Ils sont désignés par le conseil national de la Résistance française parmi les délégués des Comités de coordination des deux zones, des organisations syndicales et des groupements politiques adhérant au conseil de la résistance française.

ART. 5. — Les 12 représentants des organismes de résistance extra-métropolitaine sont choisis par les délégués de la Résistance métropolitaine à raison de 3 parmi les organisations de résistance de l'Afrique du nord, 4 parmi les Comités français à l'étranger, 5 parmi les personnalités qui ont participé au ralliement des colonies au lendemain de l'armistice.

ART. 6. — Les membres du sénat et de la chambre des députés sont élus pour un an par ceux de leurs collègues ayant appartenu à l'une des deux assemblées depuis 1936 et qui se trouvent hors du territoire occupé.

Il est procédé à cette élection dans les conditions suivantes :

Un décret rendu sur la proposition du commissaire à l'intérieur constate la répartition effective des sièges de la chambre des députés à la date du 3 septembre 1939 entre les membres des groupes représentant les fractions principales de l'opinion publique. Il fixe, en conséquence, la répartition des 20 sièges de membres de l'assemblée consultative entre divers collèges électoraux représentant les différentes fractions de l'opinion publique.

Le commissaire à l'intérieur répartit les membres du sénat et de la chambre des députés ayant appartenu à l'une de ces assemblées depuis 1936, entre les divers collèges électoraux en tenant compte du ou des groupes auxquels ils ont été inscrits pendant la durée de leur mandat; chaque collège électoral élit ses représentants dans son sein au scrutin secret et à la majorité absolue des voix.

ART. 7. — Les représentants des conseils généraux comprennent 12 délégués élus des conseils généraux des départements et colonies libérés, à raison de 2 pour chaque conseil général d'Afrique du nord, et de 1 pour chaque conseil général des colonies.

Le conseil colonial du Sénégal sera considéré comme ayant le même statut qu'un conseil général.

Les conseils et conseillers généraux visés au présent article sont ceux qui étaient en fonctions au 3 septembre 1939.

ART. 8. — Ne peuvent appartenir, à quelque titre que ce soit, à l'assemblée consultative, ni participer aux délibérations des organismes procédant à l'élection de ses membres :

1<sup>o</sup> — ni les membres ou anciens membres des prétendus gouvernements ayant eu leur siège dans la métropole depuis le 17 juin 1940;

2<sup>o</sup> — ni les élus, fonctionnaires et agents publics, qui depuis le 16 juin 1940 ont, par leurs actes, leurs écrits ou leur attitude personnelle, soit favorisé les entreprises de l'ennemi, soit nui à l'action des Nations-Unies et des Français résistants, soit porté atteinte aux institutions constitutionnelles et aux libertés publiques fondamentales, soit tiré sciemment ou tenté de tirer un bénéfice matériel direct de l'application de règlements de l'autorité de fait, contraires aux lois en vigueur au 16 juin 1940;

3<sup>o</sup> — ni les membres du parlement ayant abdicqué leur mandat en votant la délégation du pouvoir constituant à Philippe Pétain, le 10 juillet 1940;

40 — ni les individus ayant accepté de l'organisme dit « Gouvernement de l'Etat français », soit une fonction d'autorité, soit un siège de conseiller national ou de conseiller départemental nommé.

Peuvent, cependant, être relevés de la déchéance prévue par les paragraphes 3 et 4 du présent article, les français qui se sont par la suite réhabilités par leur participation directe et active à la Résistance, participation constatée par décision du conseil national de la Résistance.

ART. 9. — L'assemblée consultative vérifie la validité des pouvoirs de ses membres.

ART. 10. — L'exercice du mandat de membre de l'assemblée consultative est incompatible avec la qualité de membre du Comité de la Libération nationale ou de fonctionnaire des administrations centrales.

## TITRE II

ART. 11. — L'assemblée consultative se réunit tous les deux mois, le premier mardi du mois, pour une session ordinaire d'une semaine.

Elle se réunit en session extraordinaire de même durée, sur convocation de son président agissant sur la requête des deux tiers au moins des membres de l'assemblée, ou à la demande du Comité français de la Libération nationale.

ART. 12. — L'assemblée élit son bureau pour six mois au scrutin secret et à la majorité absolue des voix des membres présents. Les membres du bureau sortant sont rééligibles.

Le bureau comprend un président, quatre vice-présidents et quatre secrétaires. Chacune des quatre catégories de membres de l'assemblée visées à l'article 2 doit être représentée dans le bureau.

ART. 13. — Le bureau de l'assemblée est assisté d'un secrétariat dont les membres sont nommés par décision du président. Le secrétariat assure la préparation et la transmission des délibérations ainsi que la tenue des procès-verbaux.

ART. 14. — Les séances de l'assemblée sont publiques et un résumé analytique des débats est publié au journal officiel de la République française, à moins qu'elle n'en décide autrement par un vote exprès, soit à la demande du Comité français de la Libération nationale, soit sur l'initiative de son bureau.

Les membres du Comité français de la Libération nationale peuvent assister aux séances de l'assemblée et être entendus par elle.

ART. 15. — Les votes de l'assemblée, autres que ceux relatifs à la désignation des membres du bureau, sont émis au scrutin public et à la majorité absolue des voix des membres présents.

Toutefois, quel que soit le nombre de leurs membres présents, les représentants des organismes de résistance métropolitaine disposent toujours au total de 40 voix. Les voix des membres absents sont réparties proportionnellement entre les membres présents de la même catégorie.

ART. 16. — L'assemblée fixe elle-même son règlement intérieur par référence à la procédure suivie devant les conseils généraux.

Elle peut constituer dans son sein des commissions spécialisées qui peuvent siéger hors session.

L'assemblée siège valablement lorsque 40 au moins de ses membres sont présents.

## TITRE III

### Attributions

ART. 17. — L'assemblée consultative émet des avis sur les questions dont elle est saisie par le Comité de la Libération nationale.

ART. 18. — L'avis de l'assemblée est obligatoirement demandé sur le budget général du Comité français de la Libération nationale et les projets d'emprunts portant sur une somme supérieure à 500 millions de francs en une ou plusieurs tranches.

Les avis de l'assemblée tendant à une réduction des dépenses civiles ou d'un accroissement des charges fiscales obligent le Comité de la Libération nationale à une nouvelle délibération.

ART. 19. — Lorsque en conformité de l'article 18 ci-dessus, l'assemblée est appelée à formuler son avis sur le budget général du Comité français de la Libération nationale ou sur les projets d'emprunts, elle se complète par l'adjonction des membres suivants :

6 membres désignés par les délégations financières algériennes à raison de deux membres par délégation :

4 membres désignés par le conseil du Gouvernement chérifien à raison de 3 membres pour la section française de cette assemblée et un membre pour la section marocaine ;

2 membres désignés par le grand conseil tunisien à raison d'un membre par section.

Ces membres sont élus au scrutin secret par les assemblées dont ils émanent.

ART. 20. — Dès sa formation, l'avis de l'assemblée consultative sera demandé sur le projet d'ordonnance relatif à l'élection et à la réunion ultérieure de l'assemblée chargée de procéder à la constitution du Gouvernement provisoire.

Toutefois, le Comité français de la Libération nationale peut promulguer cette ordonnance sans avis préalable de l'assemblée consultative, si les conditions de la libération du territoire rendaient cette promulgation nécessaire avant qu'un vote final n'ait pu être émis par l'assemblée consultative.

ART. 21. — Sur l'initiative des deux tiers au moins de ses membres, l'assemblée peut décider de porter à son ordre du jour toute question présentant un intérêt d'ordre national.

Elle peut, dans les mêmes conditions, demander à tout membre du Comité français de la Libération nationale, de lui présenter un exposé verbal sur une question déterminée présentant un intérêt d'ordre national.

ART. 22. — La présente ordonnance sera publiée au journal officiel de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 17 septembre 1943.

GIRAUD. DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire à la justice,*  
François de MENTHON.

*Le commissaire à l'éducation nationale  
et à la santé publique,*  
J. ABADIE.

*Le commissaire à l'intérieur,*  
A. PHILIP.



*Le commissaire à l'armement,  
à l'approvisionnement et à la reconstruction,*

Jean MONNET.

*Le commissaire aux communications  
et à la marine marchande,*

René MAYER.

*Le commissaire à la coordination  
des affaires musulmanes,*

CATROUX.

*Le commissaire au travail et à la prévoyance sociale,*

A. TIXIER.

*Le commissaire aux affaires étrangères,*

MASSIGLI.

*Le commissaire aux finances,*

COUVE DE MURVILLE.

*Le commissaire à la production et au commerce,*

André DIETHELM.

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

*Le commissaire à l'information,*

H. BONNET.

#### Promulgations

N° 545 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

13 octobre 1943. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1<sup>o</sup> — le décret du 27 septembre 1943 modifiant l'article 108 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux ;

2<sup>o</sup> — le décret du 27 septembre 1943 relatif à la solde et aux allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux rétribués sur les budgets généraux, locaux et spéciaux et annexes de l'A. O. F. et du Togo ;

3<sup>o</sup> — le décret du 27 septembre 1943 relatif au régime des indemnités pour charges de famille du personnel civil en service en A. O. F. et au Togo ;

4<sup>o</sup> — le décret du 27 septembre 1943 relatif au statut et à la solde des administrateurs des colonies ;

5<sup>o</sup> — l'arrêté du 28 septembre 1943 du commissaire aux colonies portant reclassement des administrateurs des colonies.

**DECRET du 27 septembre 1943 modifiant l'article 108 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux.**

**LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE**  
Sur le rapport du commissaire aux colonies ;

Vu le décret du 3 juin 1943, modifié par le décret du 4 août 1943, fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale ;

Vu le décret du 7 juin 1943, modifié par le décret du 4 septembre 1943, portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale ;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, ensemble les textes modificatifs, notamment, le décret du 26 mai 1943 du Comité national français ;

#### DECRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Les tarifs des indemnités de représentation figurant au paragraphe 1 de l'article

108 du décret du 2 mars 1910 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

Taux annuel  
de l'indemnité  
frs.

GOUVERNEURS GÉNÉRAUX	
Afrique occidentale française	270.000
Secrétaires généraux des Gouvernements généraux :	
Afrique occidentale française	60.000
GOUVERNEURS	
Commissaire de la République au Togo	45.000
Lieutenant gouverneur du Soudan	66.000
Lieutenant gouverneur du Sénégal	66.000
Lieutenant gouverneur de la Guinée	66.000
Lieutenant gouverneur de la Côte d'Ivoire	66.000
Lieutenant gouverneur du Dahomey	66.000
Lieutenant gouverneur du Niger	54.000
Lieutenant gouverneur de la Mauritanie	45.000
Administrateur supérieur de la région administrative de la Haute Côte d'Ivoire	27.000
Administrateur de la circonscription de Dakar	45.000

Le reste du paragraphe 1 sans changement.

**ART. 2.** — Le tableau annexé au paragraphe IV de l'article 108 du décret du 2 mars 1910 susvisé est modifié comme suit :

TABLEAU II.

Tableau limitatif et taux maxima des frais de représentation et de service pouvant être attribués par arrêtés des gouverneurs généraux et gouverneurs.

	A. O. F.	TOGO
	frs.	frs.
Directeur du cabinet du gouverneur général	18.000	
Chef du cabinet civil du gouverneur général	12.000	
Chef adjoint du cabinet civil du gouverneur gal.	6.000	
Chef du cabinet militaire	12.000	
Officier d'ordonnance	6.000	
Chef du cabinet du secrétaire général	12.000	
Directeur du personnel	18.000	
Directeur des affaires politiques	18.000	
Directeur des affaires économiques	18.000	
Directeur de la sûreté	12.000	
Directeur des transmissions	18.000	
Directeur de l'instruction publique	18.000	
Inspecteur général, ou directeur des T. P.	18.000	
Procureur général	22.500	
Président de la Cour d'Appel	22.500	
Inspecteur général de l'agriculture	12.000	
Inspecteur général des forêts	12.000	
Inspecteur général de l'élevage	12.000	
Chef du service fédéral de la météorologie	12.000	
Commissaire du Gouvernement auprès de l'Office du Niger	22.500	
Secrétaire général, chef du secrétariat général ou directeur des bureaux d'un Gouvernement.	16.500	16.500
Inspecteur des affaires administratives ou des services financiers ou du travail	12.000	12.000
Chef de cabinet d'un gouverneur, d'un résident supérieur ou d'un administrateur supérieur.	12.000	12.000
Chef de circonscription territoriale	18.000	18.000
Délégué des gouvernements locaux	27.000	18.000
Adjoint à l'administrateur de la circonscription de Dakar	13.500	
Adjoint à l'administrateur supérieur de la Hte. Côte d'Ivoire	8.100	
Inspecteur ou directeur des services sanitaires et médicaux	18.000	
Directeur de l'école de médecine de Dakar.	6.000	

Le reste du tableau et de l'article 108 sans changement.

ART. 3. — Le présent décret aura effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1943.

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires.

ART. 5. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 27 septembre 1943.

GIRAUD. DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

**DECRET du 27 septembre 1943 relatif à la solde et aux allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux rétribués sur les budgets généraux, locaux et spéciaux et annexes de l'Afrique occidentale française et du Togo.**

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux colonies, du commissaire aux finances, du commissaire à la justice, du commissaire à l'éducation nationale et à la santé publique, et du commissaire aux communications et à la marine marchande;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux ensemble les textes modificatifs;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1943, la solde annuelle de présence définie à l'article 12 du décret du 2 mars 1910 susvisé, des fonctionnaires, employés et agents des cadres européens rétribués sur les budgets généraux, locaux, spéciaux et annexes de l'Afrique occidentale française et du Togo, telle qu'elle est fixée par les actes organiques régissant au 16 juin 1940, les différents corps auxquels appartiennent ces personnels, est augmentée de :

7.000 francs, pour les soldes inférieures à 9.000 francs.

8.000 francs, pour les soldes comprises entre 9.000 et 20.000 francs inclus.

9.000 francs, pour les soldes comprises entre 20.001 et 30.000 francs inclus.

10.000 francs, pour les soldes comprises entre 30.001 et 40.000 francs inclus.

11.000 francs, pour les soldes comprises entre 40.001 et 50.000 francs inclus.

12.000 francs, pour les soldes comprises entre 50.001 et 60.000 francs inclus.

14.000 francs, pour les soldes comprises entre 60.001 et 70.000 francs inclus.

16.000 francs, pour les soldes comprises entre 70.001 et 80.000 francs inclus.

19.000 francs, pour les soldes comprises entre 80.001 et 89.999 francs inclus.

20.000 francs, pour les soldes égales ou supérieures à 90.000 francs.

ART. 2. — Pour compter de la date d'application du présent décret, sont supprimées pour les personnels visés à l'article précédent, les suppléments provisoires de solde ou de traitement, les compléments de solde à l'exception de ceux attribués aux person-

nels métropolitains détachés, les indemnités de fonction instituées postérieurement au 16 juin 1940, les indemnités de commandement et de direction et toutes autres non prévues par les dispositions du décret du 2 mars 1910 en vigueur au 16 juin 1940.

ART. 3. — Pour compter également de la date d'application du présent décret et en raison des conditions particulières de cherté de vie, créées par des circonstances économiques spéciales, résultant du long isolement de l'A. O. F. et du Togo, il est institué provisoirement au bénéfice des personnels visés à l'article 1<sup>er</sup> une majoration spéciale de deux dixièmes de la solde de présence brute, qui s'ajoute au supplément colonial actuellement en vigueur en A. O. F. et au Togo.

ART. 4. — Les dispositions réglementaires nécessaires seront prises par le gouverneur général de l'A. O. F. et le commissaire de la République au Togo pour l'application de ces mesures au personnel des cadres relevant directement de leur autorité.

ART. 5. — Si par suite du rajustement des soldes et indemnités prescrit par les articles précédents, certains fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux se trouvent dans la position d'avoir trop perçu au cours de la période commençant le 1<sup>er</sup> mai 1943, il n'y aura pas lieu à remboursement de leur part.

ART. 6. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires.

ART. 7. — Le commissaire aux colonies, le commissaire aux finances, le commissaire à la justice, le commissaire à l'éducation nationale et à la santé publique et le commissaire aux communications et à la marine marchande sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Alger, le 27 septembre 1943.

DE GAULLE.

GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

*Le commissaire à la justice,*

François de MENTHON.

*Le commissaire à l'éducation nationale et à la santé publique,*

J. ABADIE.

*Le commissaire aux finances,*

COUVE DE MURVILLE.

*Le commissaire aux communications et à la marine marchande*

René MAYER.

**DECRET du 27 septembre 1943, relatif au régime des indemnités pour charges de famille du personnel civil en service en A. O. F. et au Togo**

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu le décret du 3 juin 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux ensemble les textes modificatifs;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> décembre 1928 modifiant le régime des indemnités pour charges de famille du personnel colonial ensemble les textes modificatifs;

Vu les décrets des 15 janvier 1936 et 3 mai 1937 relatifs aux délégations de solde des fonctionnaires ayant laissé leurs enfants en France;

Vu le décret du 13 mai 1943 relatif au régime des indemnités pour charges de famille du personnel civil et militaire en service dans les colonies et territoires relevant du Commissariat national aux colonies;

## DECRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — A dater du 1<sup>er</sup> octobre 1943 et par dérogation aux dispositions du décret du 13 mai 1943 susvisé, le régime des indemnités pour charges de famille attribuées au personnel civil rétribué sur les budgets généraux, locaux, spéciaux et annexes de l'Afrique occidentale française et du Togo est fixé comme suit :

**ART. 2. — Bénéficiaires.** — Sont réputés bénéficiaires des indemnités pour charges de famille dont les conditions d'attribution et les taux sont fixés ci-après les fonctionnaires des cadres coloniaux et locaux européens et personnel de l'Etat détaché à la colonie rétribués sur les budgets généraux, locaux, spéciaux et annexes de l'Afrique occidentale française et du Togo.

**ART. 3. — Conditions d'attribution.** — Les indemnités sont attribuées d'après le nombre des enfants dont le bénéficiaire a la charge, et qui sont âgés de moins de seize ans ou incapables de travailler par suite d'infirmités. Les enfants infirmes ou ceux qui poursuivent des études justifiées par un certificat délivré par les chefs d'établissement, ouvrent droit, jusqu'à l'âge de vingt et un ans, dans les mêmes conditions que les enfants âgés de moins de seize ans, aux indemnités pour charges de famille.

L'attribution éventuelle aux dits enfants de bourses d'enseignement ne fait pas obstacle à la concession de l'indemnité.

Ouvrent droit à l'indemnité jusqu'à l'âge de dix-huit ans, les enfants pour lesquels il aura été passé un contrat écrit d'apprentissage.

**ART. 4.** — Sont considérés comme étant à la charge du bénéficiaire :

1<sup>o</sup> — les enfants auxquels il doit les aliments en vertu des dispositions du code civil;

2<sup>o</sup> — les enfants orphelins, ou considérés comme tels, effectivement recueillis par lui et dont il assure l'entretien;

3<sup>o</sup> — les enfants que la femme du bénéficiaire, non séparée de corps a eus d'un précédent mariage, sauf lorsqu'il y a eu divorce et que les enfants sont restés avec le premier mari ou que ce dernier contribue à leur entretien.

N'ouvrent pas droit à l'allocation des indemnités pour charges de famille :

les enfants admis gratuitement comme internes dans un établissement de l'Etat;

les enfants recueillis qui sont titulaires de pension.

**ART. 5.** — Lorsque le mari et la femme appartiennent tous deux à des personnels administratifs pouvant prétendre aux indemnités pour charges de famille, il n'est alloué qu'une seule indemnité pour chacun des enfants et le soin du mandatement incombe au service qui emploie le mari, à charge par ce service de signaler, le cas échéant, au service qui emploie la femme, la prohibition du cumul.

**ART. 6.** — Pour la détermination du taux de l'indemnité, chaque enfant prend rang d'après son ordre de naissance, quels que soient l'âge et la condition de ses aînés. Le décès de l'un des enfants ne modifie pas le rang de ses puînés, nés ou à naître.

**ART. 7. — Conditions de paiement.** — Les indemnités pour charges de famille sont payables par mois et à terme échu entre les mains et sur l'acquit du chef de famille. Elles sont liquidées d'après la situation des enfants au premier jour du mois. Lorsqu'un enfant est né au cours d'un mois, l'indemnité n'est due qu'à partir du premier jour du mois suivant; si un enfant décède au cours d'un mois, le mois entier est dû.

**ART. 8.** — Les indemnités pour charges de famille acquises aux fonctionnaires sont calculées dans les conditions ci-après :

a) Lorsque le fonctionnaire, occupant une position lui permettant de prétendre à la solde coloniale, a ses enfants dans la colonie où il séjourne l'indemnité calculée d'après le tarif fixé par l'article 9 ci-dessous est majorée du même supplément colonial que la solde.

b) lorsque le bénéficiaire occupe la position décrite au paragraphe précédent et n'a pas ses enfants dans la colonie où il séjourne, il a droit pour les enfants dont il est ainsi séparé, aux allocations prévues au paragraphe a) ci-dessus et, en outre, à une majoration spéciale égale à l'indemnité principale. Cette majoration est allouée du jour où le chef de famille entre en solde coloniale jusqu'au jour exclus où il cesse d'être en droit de percevoir cette solde.

Si à un moment quelconque de son séjour colonial, le fonctionnaire obtient l'autorisation de se faire rejoindre par ses enfants, le droit à cette majoration cessera pour compter du jour du débarquement de la famille à la colonie.

Inversement, dans le cas où la famille ayant accompagné son chef à la colonie, est rapatriée par anticipation, le droit à cette majoration est ouvert du jour où la famille a quitté la colonie.

c) lorsque le fonctionnaire occupe une position lui donnant droit seulement à la solde de présence, il ne peut prétendre qu'à l'indemnité principale, sans aucune majoration.

d) l'indemnité est réduite ou supprimée dans les mêmes proportions et à compter de la date à laquelle le traitement de présence est lui-même réduit ou supprimé pour quelque cause que ce soit. Elle est toutefois maintenue intégralement en cas de réduction du traitement motivée par un congé de maladie.

**ART. 9. — Taux de l'indemnité.** — Le taux de l'indemnité pour charges de famille est fixé comme suit :

premier enfant	2.100 frs. par an
deuxième enfant	4.500 frs. par an
troisième enfant et suivants.	5.400 frs. par an.

**ART. 10.** — Tant que les relations normales avec la métropole n'auront pu être reprises, les bénéficiaires des indemnités pour charges de famille dont les enfants sont en France ou en territoire occupé par l'ennemi, devront obligatoirement soustraire une délégation de solde dont le montant sera au moins égal à celui des indemnités pour charges de famille acquis par les intéressés, à raison des enfants demeurés en France ou en territoire occupé par l'ennemi. Faute de déclaration de délégation, celle-ci sera établie d'office par les services d'ordonnancement des soldes.

Le montant de ces délégations particulières sera constitué en pécule géré par un fonctionnaire désigné spécialement à cet effet par le commissaire aux colonies et le commissaire aux finances et conformément à leurs instructions.

Les délégants auront toujours la faculté de demander au gérant de la « délégation-pécule » de faire virer au profit de leurs familles demeurées en France ou en territoire occupé par l'ennemi, tout ou partie des sommes inscrites à leur crédit.

Ces virements effectués selon les possibilités des circonstances le seront toujours aux risques et périls du délégant, qui les aura ordonnés. Enfin les délégants auront le droit la veille de leur embarquement à destination de la métropole, de se faire délivrer le reliquat de leur « délégation-pécule ».

ART. 11. — Sont abrogées pour compter de la date d'application du présent décret toutes les dispositions antérieures contraires. Sont supprimées pour compter également de la même date, toutes les indemnités octroyées sous quelque forme que ce soit à raison de la famille à l'exception des majorations de l'indemnité de zone, des majorations des frais de déplacement, de celles résultant de la fixation d'un traitement minimum de congé, et de celles résultant de l'attribution de secours ou de pension.

ART. 12. — En ce qui concerne le régime d'indemnités pour charges de famille du personnel originaire d'Afrique occidentale française et du Togo, intégré dans les cadres communs supérieurs ou locaux de ces territoires, le gouverneur général de l'A. O. F. et le commissaire de la République au Togo, sont habilités à fixer les conditions d'attribution et les taux de ces indemnités pour leurs personnels respectifs.

ART. 13. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Alger, le 27 septembre 1943.

DE GAULLE.

GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire aux colonies;*

R. PLEVEN.

*DECRET du 27 septembre 1943 relatif au statut et à la solde des administrateurs des colonies.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant création du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 10 juillet 1920 portant organisation du cadre général des administrateurs des colonies ensemble les textes modificatifs;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rétablies à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1943 dans les territoires relevant antérieurement au 3 juin 1943 du commandement en chef français civil et militaire, les dispositions du décret du 10 juillet 1920 portant organisation du cadre général des administrateurs des colonies, en vigueur au 16 juin 1940.

Toutefois la hiérarchie et les traitements du cadre général des administrateurs des colonies rétribués sur les budgets généraux, locaux et spéciaux et annexes

des territoires visés à l'alinéa précédent, sont fixés ainsi qu'il suit :

	frs.
Administrateur en chef après huit ans . . .	81.000
Administrateur en chef après six ans . . .	77.000
Administrateur en chef après trois ans . . .	73.000
Administrateur en chef avant trois ans . . .	70.000
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe après six ans . . .	65.000
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe après trois ans . . .	63.000
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe avant trois ans . . .	60.000
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe . . .	55.000
Administrateur de 3 <sup>e</sup> classe . . .	50.000
Administrateur-adj. de 1 <sup>re</sup> cl. après six ans . . .	47.000
Administrateur-adj. de 1 <sup>re</sup> cl. après trois ans . . .	45.000
Administrateur-adj. de 1 <sup>re</sup> cl. avant trois ans . . .	40.000
Administrateur-adj. de 2 <sup>e</sup> classe . . .	35.000
Administrateur-adj. de 3 <sup>e</sup> classe . . .	30.000
Elève-administrateur . . .	25.000

ART. 2. — Les administrateurs des services civils d'Indochine, rétribués sur les budgets généraux, locaux, spéciaux et annexes des territoires relevant au 3 juin 1943 du commandement en chef français civil et militaire, recouvrent leur statut, tel qu'il existait au 16 juin 1940.

Toutefois leur solde de présence est fixée conformément au tableau de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, par la parité des grades et classes existant au 16 juin 1940, entre leur cadre et le cadre général des administrateurs des colonies.

ART. 3. — Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 27 septembre 1943 relatif à la solde et aux allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux rétribués sur les budgets généraux, locaux, spéciaux et annexes de l'A. O. F. et du Togo ne se cumulent pas avec celles des articles précédents du présent décret.

ART. 4. — Un arrêté du commissaire aux colonies précisera les modalités du reclassement auquel donneront lieu les dispositions qui précèdent pour les administrateurs des colonies en service dans les territoires visés à l'article 1<sup>er</sup> du présent décret.

Au cas où par suite de ce reclassement la solde de présence de certains administrateurs serait inférieure à celle qu'ils perçoivent actuellement celle-ci sera conservée à titre personnel et jusqu'au premier avancement par leurs bénéficiaires.

ART. 5. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires.

ART. 6. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Fait à Alger, le 27 septembre 1943.

DE GAULLE.

GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

*ARRETE du 28 septembre 1943 portant reclassement d'administrateurs des colonies.*

LE COMMISSAIRE AUX COLONIES

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant création du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 10 juillet 1920 portant organisation du cadre général des administrateurs, ensemble les textes modificatifs, notamment le décret du 27 septembre 1943;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le reclassement des administrateurs des colonies en service dans les territoires relevant antérieurement au 3 juin 1943 du commandement en Chef français civil et militaire, prescrit par l'article 4 du décret du 27 septembre 1943 s'opérera dans les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> — Les administrateurs de 1<sup>re</sup> classe sont reclassés administrateurs en chef dans les différents échelons auxquels leur donnent droit l'ancienneté acquise depuis la date de leur dernière promotion et éventuellement leurs rappels d'ancienneté pour services militaires non épuisés.

2<sup>o</sup> — Les administrateurs de 2<sup>e</sup> classe, titulaires du grade d'administrateur de 1<sup>re</sup> classe à la date du 8 novembre 1942 sont reclassés administrateurs de 1<sup>re</sup> classe. Ils conservent dans ce grade l'ancienneté acquise depuis leur dernière promotion et éventuellement leurs rappels d'ancienneté pour services militaires non épuisés. L'ancienneté ainsi conservée, les classe dans les différents échelons de leur grade.

3<sup>o</sup> — Les administrateurs de 2<sup>e</sup> classe titulaires de ce grade à la date du 8 novembre 1942 sont reclassés administrateurs de 2<sup>e</sup> classe. Ils conservent dans ce grade l'ancienneté qu'ils ont acquise depuis la date de leur dernière promotion et éventuellement, leurs rappels d'ancienneté pour services militaires non épuisés.

4<sup>o</sup> — Les administrateurs de 3<sup>e</sup> classe, les administrateurs-adjoints et les élèves-administrateurs sont reclassés à leurs grades et classes respectifs.

5<sup>o</sup> — Les fonctionnaires de l'administration centrale du ministère des colonies intégrés depuis le 8 novembre 1942 dans le cadre général des administrateurs des colonies seront, sur leur demande, soit reclassés dans la hiérarchie fixée pour ce dernier cadre, par le décret du 27 septembre 1943, par équivalence de leur solde de présence actuelle, soit reclassés dans les cadres de l'administration centrale du Ministère des colonies et placés, le cas échéant, en service détaché.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué où besoin sera.

Fait à Alger, le 28 septembre 1943.

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

## ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

### Entreprises d'assurances

ARRETE N° 556 A. P. A. du 16 octobre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 10 août 1943 complétant et modifiant le décret du 19 septembre 1936;

Vu l'ordonnance du 17 janvier 1943 portant création d'un comité d'organisation des assurances pour les territoires du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'arrêté n° 2.171 F. du 11 juin 1943 du gouverneur général de l'A. O. F. instituant l'agrément et le contrôle des entreprises d'assurances, modifié par arrêté du 15 septembre 1943;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendues applicables au territoire du Togo les dispositions de l'arrêté général n° 2.171 F. du 11 juin 1943 relatif à l'agrément et au contrôle des entreprises d'assurances en Afrique occidentale française, telles qu'elles ont été modifiées par l'arrêté du 15 septembre 1943.

Pour l'application de cet arrêté, le Togo doit être considéré comme faisant partie du groupe des colonies de l'A. O. F.

ART. 2. — Vu l'urgence le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 16 octobre 1943.

A. MERCADIER.

ARRETE N° 2.171 F. du 11 juin 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'ordonnance du 5 février 1943 du général, commandant en Chef;

Vu l'ordonnance du 1<sup>er</sup> mars 1943 du général, commandant en Chef réglementant les assurances sur la vie;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les entreprises d'assurances et de capitalisation, quelles qu'elles soient, ne peuvent entreprendre ou poursuivre leurs opérations en Afrique occidentale française qu'après avoir été agréées.

L'agrément est donné, modifié ou retiré par arrêté publié au *Journal officiel* de l'Afrique occidentale française. Il peut être limité à une ou plusieurs catégories d'opérations et s'étendre à une ou plusieurs colonies de l'Afrique occidentale française.

Il cesse de plein droit d'être valable si l'entreprise, après l'avoir obtenu, n'a pas commencé à pratiquer, dans un délai d'un an à dater de la publication de l'arrêté d'agrément au journal officiel, les opérations pour lesquelles cet agrément lui aura été accordé.

ART. 2. — Les entreprises d'assurances ou de capitalisation qui demandent l'agrément et n'ont pas leur siège en Afrique occidentale française doivent désigner une ou plusieurs personnes résidant en Afrique occidentale française qui seront responsables pour leur compte du paiement des droits, taxes et pénalités et auront qualité pour les représenter, tant auprès des administrations que des tribunaux, ainsi que pour recevoir toutes les notifications et fournir tous les renseignements qui pourraient être demandés.

ART. 3. — La demande d'agrément devra être adressée au gouverneur général de l'Afrique occidentale française et mentionner :

a) le nom ou la raison sociale et l'adresse du siège social de l'entreprise;

b) les opérations pour lesquelles l'agrément est demandé;



c) les colonies de l'Afrique occidentale française où l'entreprise désire étendre ses opérations;

d) les nom, prénoms ou raison sociale du ou des représentants de l'entreprise.

Elle doit être accompagnée des pièces et documents suivants :

1<sup>re</sup> — Statuts de la société;

2<sup>e</sup> — Bilan et compte de profits et pertes des trois dernières années connues;

3<sup>e</sup> — Extrait du casier judiciaire du ou des représentants de l'entreprise;

4<sup>e</sup> — Certificat délivré par les autorités administratives compétentes attestant qu'elle a été constituée et qu'elle fonctionne dans son pays d'origine conformément aux lois de ce pays, lorsque l'entreprise n'a pas son siège social en Afrique occidentale française.

L'agrément peut être subordonné à la production par l'entreprise intéressée de tout autre renseignement et document ainsi qu'à toute garantie financière que l'administration locale jugerait nécessaires.

ART. 4. — L'agrément pourra être retiré, pour une seule ou plusieurs catégories d'opérations, et dans une ou plusieurs colonies de l'Afrique occidentale française si la situation financière de l'entreprise ne présente pas des garanties suffisantes pour lui permettre de remplir ses engagements ou si elle ne fonctionne pas conformément à ses statuts ou à la réglementation en vigueur.

L'entreprise devra être préalablement mise en demeure, par lettre recommandée, de présenter ses observations par écrit dans un délai d'un mois.

ART. 5. — Il est interdit aux entreprises qui n'auront pas été agréées en Afrique occidentale française ou auxquelles l'agrément aura été retiré de renouveler, à leur expiration normale les contrats qui seraient en cours à la date de publication du présent arrêté ou du retrait de l'agrément.

Il leur est également interdit d'accepter des contrats nouveaux.

ART. 6. — Les entreprises d'assurances et de capitalisation sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'administration locale.

Elles sont tenues de fournir à l'administration locale tous les renseignements qui pourront leur être demandés pour l'exercice de ce contrôle. Des représentants de l'administration désignés à cet effet seront habilités à contrôler sur place les opérations des entreprises. Ils seront tenus de garder secrets les renseignements qu'ils auront pu recueillir au cours de ce contrôle.

ART. 7. — Les entreprises d'assurances et de capitalisation doivent adresser au Gouvernement général, chaque année, avant le 30 juin, un état statistique conforme au modèle annexé au présent arrêté, établi pour chaque catégorie d'opérations pour l'ensemble des territoires de l'Afrique occidentale française ou par agence.

ART. 8. — Si les circonstances l'exigent, un arrêté pourra prescrire la constitution et le dépôt en Afrique occidentale française des cautionnements et des réserves techniques afférentes aux opérations d'assurances et de capitalisation qui y sont effectuées.

ART. 9. — Les entreprises d'assurances et de capitalisation sont soumises aux règles professionnelles édictées par le Comité d'organisation des assurances en Afrique française.

ART. 10. — Les entreprises d'assurances et de capitalisation et leurs agences ne peuvent être fondées, administrées, dirigées, gérées ou représentées en Afrique occidentale française et leurs propositions d'assurance ne peuvent être présentées que par des personnes n'ayant fait l'objet d'aucune condamnation pour crime de droit commun, vol, abus de confiance, escroquerie ou délit puni des peines de l'escroquerie, soustraction commise par dépositaire public, extorsion de fonds ou valeurs, émission de mauvaise foi de chèque sans provisions, atteinte au crédit de l'Etat, recel de valeurs ou d'objets obtenus par les procédés délictueux ou criminels qui précèdent. Toute tentative ou complicité de ces délits ou crimes entraîne de droit la même incapacité. Il en est de même pour toute condamnation à une peine d'un an de prison au moins pour quelque délit que ce soit.

Les faillis non réhabilités sont frappés des mêmes interdictions. Celles-ci pourront également être prononcées par les tribunaux à l'encontre de toute personne condamnée pour infraction à la législation ou à la réglementation des assurances.

ART. 11. — Sont seuls habilités à présenter au public des propositions d'assurances et à percevoir les commissions afférentes, les intermédiaires domiciliés et résidant en Afrique occidentale française et satisfaisant aux conditions du présent arrêté.

Ces intermédiaires sont exclusivement :

1<sup>re</sup> — Les agents d'assurances;

2<sup>e</sup> — Les courtiers d'assurances et les entreprises de courtage d'assurance, quelle que soit leur forme juridique;

3<sup>e</sup> — Les employés des sociétés d'assurance, les mandataires et les employés des agents et des courtiers ou entreprises de courtage d'assurance dûment accrédités à cet effet et agissant sous la responsabilité et pour le compte de leur mandant ou employeur, sous réserve de l'observation des dispositions des statuts professionnels réglementant les rapports entre les compagnies et leurs agents.

Tout agent, courtier ou représentant opérant pour le compte d'une société d'assurances ou de capitalisation est tenu de justifier de sa qualité soit par son inscription au registre du commerce, soit par la présentation d'une pièce attestant sa qualité d'agent d'une entreprise.

ART. 12. — Les ristournes de commissions, bonifications ou escomptes aux assurés ou aux préposés, sous quelque forme que ce soit, sont interdites.

ART. 13. — Les assurances contre les risques encourus par les biens ou valeurs des personnes situées ou domiciliées en Afrique occidentale française ne peuvent être contractées et gérées qu'en Afrique occidentale française. Les assurances maritimes doivent être contractées au port d'embarquement.

Lorsque l'importance de l'assurance dépasse la capacité d'absorption des entreprises d'assurances représentées en Afrique occidentale française et lorsque celles-ci ont assuré le maximum de ce qu'elles peuvent garantir l'apériteur est autorisé à faire appel pour le surplus à des entreprises non représentées en Afrique occidentale française mais agréées en France ou en Afrique du Nord.



ART. 14. — Les entreprises d'assurances et de capitalisation opérant légalement en Afrique occidentale française au 1<sup>er</sup> mai 1943 doivent adresser dans un délai d'un mois après la publication du présent arrêté une déclaration d'existence avec les mêmes renseignements qui sont prévus à l'article 3 de l'arrêté pour les demandes d'agrément.

Après la réception de cette déclaration elles seront agréées de plein droit sans autre formalité.

Dakar, le 11 juin 1943.

P. BOISSON.

### ETAT STATISTIQUE ANNEXE

Société d'assurance . . . . . Année . . . . .  
Colonie ou agence . . . . .  
Catégorie d'opération (1)

#### A. — PRIMES

Primes émises . . . . .  
Primes arriérées au 1<sup>er</sup> janvier . . . . .  
TOTAUX . . . . .  
Primes annulées . . . . .  
Primes arriérées au 31 décembre . . . . .  
TOTAUX . . . . .

#### B. — SINISTRES

Nombre de sinistres déclarés dans l'année :

	Année (3)	Année (3)	Année (3)	Année (3)
Montant des sinistres et indemnités à régler au 31 décembre de l'exercice (3) . . . . .				
Montant des sinistres et indemnités à régler (4) . . . . .				

(1) Il doit être établi un état pour chacune des catégories d'opérations ci-après :

Incendie, maritimes facultés, maritimes corps, accidents du travail, automobiles, transports terrestres et aériens de marchandises, responsabilité civile droit commun, individuelles, assurances vie, capitalisation.

(2) Année au cours de laquelle le sinistre est survenu. Le montant total des capitaux payés au cours de l'exercice est réparti entre les années au cours desquelles se sont produits les sinistres.

(3) L'évaluation peut être calculée soit d'après le montant de la réclamation, soit d'après l'expertise, soit à l'appréciation du représentant de la Société d'assurance.

(4) Doivent figurer sous cette rubrique l'ensemble des indemnités et frais payés soit à la suite de sinistres, soit par échéance normale du contrat.

ARRETE N° 3299 F. du 15 septembre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'ordonnance du 17 janvier 1943, instituant un groupe pour la réassurance des risques maritimes;

Vu l'ordonnance du 1<sup>er</sup> mars 1943, réglementant les assurances sur la vie;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 13 de l'arrêté n° 2171 F. du 11 juin 1943, instituant en Afrique occidentale

française le contrôle des entreprises d'assurances, est modifié comme suit :

« Art. 13. — Sauf pour les assurances sur la vie et les assurances dotales, les biens situés en Afrique occidentale française et les personnes qui y sont domiciliées ne peuvent être assurés que par des contrats souscrits et gérés en Afrique occidentale française. »

« Lorsque l'importance de l'assurance dépasse la capacité d'absorption des entreprises d'assurances représentées en Afrique occidentale française et lorsque celles-ci ont assuré le maximum de ce qu'elles peuvent garantir, l'assuré ou son mandataire est autorisé à faire appel pour le surplus à des entreprises non représentées en Afrique occidentale française mais agréées en France ou en Afrique du nord. »

Dakar, le 15 septembre 1943.

Pour le gouverneur général en tournée,  
Le gouverneur, secrétaire général,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,

L. GEISMAR.

### Souscriptions en faveur des patriotes français

N° 3326 c. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. du :

17 septembre 1943. — Un Comité de Patronage est créé dans chacune des colonies du groupe et au Togo en vue d'organiser la souscription pour l'aide aux groupements de résistance en France.

Les membres du Comité sont désignés par les chefs des colonies, lesquels fixeront les modalités de fonctionnement du Comité.

### Caoutchouc

ARRETE N° 3352 SE. du 18 septembre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes qui l'ont modifié;

Vu la loi du 11 juillet 1938 portant organisation de la nation en temps de guerre, notamment en son article 43;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938, notamment en son article 10;

Vu le décret du 5 décembre 1939 portant délégation de pouvoirs aux chefs de colonies pour réglementer l'exportation de produits coloniaux;

Vu l'arrêté n° 798 SE. du 22 février 1943 créant et organisant en A. O. F. un comptoir de répartition et de conditionnement du caoutchouc africain;

Vu l'ordonnance en date du 16 mai 1943 du commandant en Chef civil et militaire, abrogeant les textes fondamentaux établissant l'organisation professionnelle;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue dans sa séance du 18 septembre 1943;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 798 SE. du 22 février 1943 créant et organisant en A. O. F. un comptoir de répartition et de conditionnement du caoutchouc africain est et demeure rapporté pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1943. Il sera procédé à la désignation d'un liquidateur de cet organisme.

ART. 2. — Il est créé auprès de la direction générale des services économiques (inspection générale de l'agriculture) un service du caoutchouc.

ART. 3. — Ce service est chargé :

a) de procéder au recensement des peuplements d'arbres et lianes à caoutchouc et de déterminer le potentiel de chaque région productrice;

b) de contrôler les opérations successives nécessaires à l'exploitation du caoutchouc sylvestre depuis sa production jusqu'à son exportation;

c) d'assurer le conditionnement et l'amélioration des qualités du caoutchouc sylvestre;

d) de proposer toute mesure susceptible de développer la production;

e) d'éduquer techniquement le récolteur du caoutchouc sylvestre en Afrique.

ART. 4. — Ce service comprend :

a) à Dakar un chef de service;

b) dans les colonies productrices des agents techniques rattachés au service d'agriculture et placés sous l'autorité des gouverneurs.

ART. 5. — Les traitements des agents du comptoir de répartition et de conditionnement du caoutchouc africain désormais utilisés par l'administration à Dakar ou dans les colonies seront remboursés au liquidateur de cet organisme par le budget général qui assurera par contre directement les dépenses de matériel.

En contre partie des dépenses ainsi mises à la charge du budget général, celui-ci percevra, en fin de campagne, le montant des primes à la qualité et au tonnage versées par les acheteurs en vertu du contrat de vente passé avec le Gouvernement général.

ART. 6. — Les gouverneurs des colonies du groupe de l'A. O. F. et le commissaire de la République au Togo, le directeur général des finances de l'A. O. F. et le directeur général des services économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 18 septembre 1943.

*Pour le gouverneur général en tournée,  
Le gouverneur des colonies,  
secrétaire général du Gouvernement général,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,*

L. GEISMAR.

#### Produits d'exportation

*Campagne 1943—1944*

ARRETE N° 3502 S. E. du 30 septembre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu la loi du 14 mars 1942, complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté n° 1.680 S. E. du 3 mai 1943, modifiant l'article 2 de la loi précitée du 14 mars 1942;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La valeur FOB port d'embarquement des produits de la récolte 1943-1944, ci-dessous désignés et destinés à l'exportation hors des territoires de la fédération, est fixée ainsi qu'il suit à la tonne :

	frs.
1 <sup>o</sup> — Arachides décortiquées du Sénégal et du Soudan (exportation en vrac) . . . . .	3.840
2 <sup>o</sup> — Arachides décortiquées de Casamance (exportation en vrac) . . . . .	3.583
3 <sup>o</sup> — Arachides décortiquées de la Guinée française, de la Côte d'Ivoire, du Togo, du Dahomey (exportation en vrac) . . . . .	3.700
4 <sup>o</sup> — Palmistes toutes colonies et territoire (exportation en vrac) . . . . .	2.550
5 <sup>a</sup> — Huile de palme toutes colonies :	
a) Exportation en vrac . . . . .	4.820
b) Exportation en fûts à rendre . . . . .	5.060
c) Exportation en fûts perdus . . . . .	6.000
6 <sup>o</sup> — Coprah, toutes colonies et territoire (exportation en vrac) . . . . .	4.300
7 <sup>a</sup> — Graines de ricin toutes colonies et territoire (exportation en sacs) . . . . .	4.710
8 <sup>o</sup> — Sésame, toutes colonies et territoire (exportation en sacs) . . . . .	3.900
9 <sup>o</sup> — Cafés toutes colonies et territoire (exportation en sacs) :	
a) Variétés Robusta, Kouilou, petit Indénié, Niauouli :	
Qualité courante . . . . .	8.850
Qualité supérieure . . . . .	10.050
Qualité secondaire ou limite . . . . .	7.050
b) Variétés gros Indénié, Exelsa :	
Qualité courante . . . . .	6.350
Qualité supérieure . . . . .	7.550
Qualité secondaire ou limite . . . . .	4.550
c) Variété Libéria :	
Qualité courante . . . . .	6.000
Qualité supérieure . . . . .	7.200
Qualité secondaire ou limite . . . . .	4.200
d) Variété Arabica :	
Qualité courante . . . . .	11.500
Qualité supérieure . . . . .	12.700
Qualité choix . . . . .	14.700
Qualité secondaire ou limite . . . . .	9.700
10 <sup>a</sup> — Caoutchouc sylvestre toutes colonies ou territoire (exportation en bérés) :	
a) Première qualité . . . . .	22.400
b) Deuxième qualité . . . . .	20.160
c) Troisième qualité . . . . .	19.040
d) Déchets . . . . .	13.440

ART. 2. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le chef du territoire du Togo et le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 30 septembre 1943.

*Pour le gouverneur général en tournée,  
Le gouverneur des colonies,  
secrétaire général du Gouvernement général,  
chargé de l'expédition des affaires courantes,*  
L. GEISMAR.

**ARRETE N° 3614 S. E. du 11 octobre 1943.**

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A. O. F. et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général 1.680/se. du 3 mai 1943 modifiant l'article 2 de la loi précitée du 14 mars 1942;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — La valeur F. O. B. port d'embarquement des produits de la récolte 1943-1944 ci-dessous désignés et destinés à l'exportation hors des territoires de la fédération est fixée ainsi qu'il suit à la tonne :

Cacao en fèves récolte principale, en provenance de la Côte d'Ivoire et du Togo, exportation en sacs :  
4.250 francs.

**ART. 2.** — Le gouverneur de la Côte d'Ivoire et le commissaire de la République française au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 11 octobre 1943.

*Pour le gouverneur général en tournée,  
Le gouverneur des colonies,  
secrétaire général du Gouvernement général,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes.*

**L. GEISMAR.**

**Délégué du Blocus pour l'A.O.F. et le Togo**

N° 3512 p. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

1<sup>er</sup> octobre 1943. — M. Maury Albert, vérificateur principal de 2<sup>e</sup> classe du cadre commun supérieur des douanes de l'A. O. F. est nommé délégué du blocus pour l'A. O. F. et le Togo, à compter du 5 août 1943.

Ses attributions sont celles qui ont été fixées antérieurement par le commissariat aux affaires étrangères (direction du blocus).

**Indemnités pour charges de famille****ARRETE N° 3554 F. du 7 octobre 1943.**

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes modificatifs ultérieurs;

Vu le décret du 2 mars 1910 réglementant la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires et agents des services coloniaux et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'article 12 du décret du 27 septembre 1943 relatif au régime des indemnités pour charges de famille du personnel civil en A. O. F. et au Togo;

Vu l'arrêté général du 6 mars 1943 portant règlement sur la solde et les indemnités du personnel en service en Afrique occidentale française;

Sous réserve de ratification ultérieure en commission permanente du conseil de Gouvernement;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Le régime des indemnités pour charges de famille attribuées au personnel originaire de l'Afrique occidentale française, appartenant aux cadres communs supérieurs, cadres communs secondaires, locaux ou spéciaux est fixé comme suit à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1943.

**ART. 2.** — Sont réputés bénéficiaires du présent arrêté les fonctionnaires qui, nés en Afrique, ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 3 du décret du 1<sup>er</sup> novembre 1928 relatif à la caisse intercoloniale des retraites.

**ART. 3.** — Les indemnités sont attribuées d'après le nombre des enfants dont le bénéficiaire a la charge et qui sont âgés de moins de 15 ans.

Sont considérés jusqu'à l'âge de 15 ans, comme étant à la charge de l'agent en cause les enfants légitimes régulièrement déclarés à l'Etat-Civil, ou à l'autorité administrative dans les conditions prescrites par l'arrêté général du 29 mai 1933 réglementant l'Etat-Civil indigène.

L'indemnité est allouée, dans les mêmes conditions pour chaque enfant âgé de plus de 15 ans et de moins de 21 ans si celui-ci poursuit des études dans un établissement d'enseignement supérieur ou secondaire. L'attribution éventuelle d'une bourse d'enseignement ne fait pas obstacle à la concession de l'indemnité. Toutefois les enfants admis gratuitement comme internes dans un établissement d'enseignement d'une colonie du groupe n'ouvrent pas droit à cette allocation. La limite d'âge est fixée à 17 ans si l'enfant est en apprentissage et à 16 ans s'il est incapable de travailler par suite d'infirmité.

**ART. 4.** — L'allocation des indemnités est subordonnée à la production des pièces suivantes :

- a) un bulletin de naissance, à la naissance de chaque enfant;
- b) chaque année au mois de janvier;
  - 1<sup>o</sup> — un certificat de vie;
  - 2<sup>o</sup> — un certificat du maire ou de l'autorité administrative attestant que le ou les enfants sont effectivement entretenus par le requérant.
- c) 1<sup>o</sup> — Si l'enfant est incapable de travailler par suite d'infirmité : un certificat médical dans le courant du mois où l'enfant a atteint l'âge de 15 ans.
- 2<sup>o</sup> — Si l'enfant poursuit des études : un certificat délivré par le chef de l'établissement au début de chaque année scolaire,
- 3<sup>o</sup> — Si l'enfant est en apprentissage : une copie du contrat d'apprentissage.

**ART. 5.** — Lorsque le mari et la femme sont tous deux fonctionnaires et peuvent prétendre aux indemnités pour charges de famille, il n'est alloué qu'une seule indemnité pour chacun des enfants et le soin du mandatement incombe au service qui emploie le mari, à charge, par ce service, de signaler, le cas échéant au service qui emploie la femme, la prohibition du cumul.

**ART. 6.** — Les taux annuels des indemnités pour charges de famille sont fixés comme suit d'après les catégories prévues par l'arrêté fixant les conditions d'attribution de l'indemnité de zone.

- a) catégorie, agents d'origine africaine des cadres communs supérieurs . . . . . 1.800 frs. par enfant  
 b) agents des cadres communs secondaires, locaux ou spéciaux de la 2<sup>e</sup> catégorie . . . . . 1.080 frs. par enfant  
 c) agents des cadres classés à la 3<sup>e</sup> catégorie . . . . . 720 frs. par enfant

En aucun cas le montant des indemnités perçues ne pourra être supérieur à celui de la solde de présence pour les fonctionnaires appartenant aux cadres communs supérieurs et à la moitié de la solde de présence pour les fonctionnaires appartenant aux autres cadres.

Toutefois, lorsque le total des indemnités dues pour les enfants nés d'une même mère dépasse les maxima ci-dessus, ces maxima peuvent être dépassés au profit de ces seuls enfants.

ART. 7. — Les indemnités pour charges de famille sont payables par mois et à terme échu entre les mains et sur l'acquit du chef de famille. Elles sont liquidées d'après la situation des enfants au premier jour du mois. Lorsqu'un enfant est né au cours d'un mois, l'indemnité n'est due qu'à partir du premier jour du mois suivant. Si un enfant décède au cours d'un mois, le mois entier est dû.

ART. 8. — En cas de déclaration tardive, le point de départ du paiement de l'indemnité ne pourra être fixé au delà du mois précédant la date de la déclaration et de la production par le bénéficiaire des pièces mentionnées à l'article 4.

ART. 9. — L'indemnité est réduite ou supprimée dans les mêmes proportions et à compter de la date à laquelle le traitement de présence est lui-même réduit ou supprimé pour quelque cause que ce soit. Elle est toutefois maintenue intégralement en cas de réduction de traitement par un congé de maladie, ou si le fonctionnaire est prisonnier de guerre.

ART. 10. — Les agents des cadres communs supérieurs appartenant actuellement à l'administration conserveront à titre personnel le bénéfice des taux antérieurement alloués sur la base de :

1 <sup>er</sup> enfant . . . . .	660
2 <sup>e</sup> enfant . . . . .	1.200
3 <sup>e</sup> enfant . . . . .	2.500
4 <sup>e</sup> enfant et suivants . . . . .	3.000

Ils pourront néanmoins opter pour le régime prévu par le présent règlement s'ils le jugent plus avantageux. Cette option sera définitive.

ART. 11. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires.

Sont également supprimées toutes les indemnités et allocations octroyées sous quelque dénomination que ce soit à raison de la famille, à l'exception des majorations de l'indemnité de zone, des majorations des frais de déplacement et de celles résultant de l'attribution d'un secours ou d'une pension.

ART. 12. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le directeur général des finances, et le directeur des transports, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 7 octobre 1943.

P. COURNARIE.

(Rendu applicable au Togo par arrêté local n° 553 f. du 15 octobre 1943).

## Sucre

N° 3663 S. E. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. haut-commissaire de la République au Togo en date du :

14 octobre 1943. — Est soumis aux opérations de péréquation un lot de 74.250 kilogrammes de sucre reçu par le Togo le 20 août 1943.

Le liquidateur de la caisse locale de péréquation encaissera, pour chaque kilogramme de sucre vendu du stock désigné ci-dessus :

2 francs 45, différence entre le prix de vente autorisé à 11 francs 55 et le prix de péréquation fixé à 14 francs.

Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux ventes de sucre aux pâtisseries, confiseries, ou autres établissements similaires.

## Réglementation des prix

MODIFICATIF à l'arrêté général n° 3215 F. du 8 septembre 1943, publié au numéro spécial J. O. T. du 4 octobre 1943.

Le tableau II (taux limité de marque brute) annexé à l'arrêté n° 3215/F. du 8 septembre 1943 est modifié comme suit :

Paragraphe 3 bis — Tissus achetés par l'intermédiaire du Gouvernement général en provenance des pays alliés.

Au lieu de :

« La classification dans les catégories, etc. »

Lire :

« La classification dans les catégories A. B. C. D. sera effectuée par les soins d'experts nommés par décision du gouverneur général sur la proposition des gouverneurs des colonies ».

« Ces experts, qui seront au nombre de trois pour la circonscription de Dakar et de deux pour les colonies du groupe et le territoire du Togo, se répartiront le classement suivant l'importance des arrivages et le genre de tissus, articles de mode et confectés ainsi achetés ».

LISTE des candidats autorisés à subir les épreuves de l'examen prévu par l'article 3 de l'arrêté du 20 avril 1926 pour l'accession aux emplois du cadre supérieur des chemins de fer.

M. Nouvel Lucien, inspecteur du matériel et de la traction du cadre local des chemins de fer du Togo.

La date de cet examen est fixée au 9 décembre 1943.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Vin

ARRETE N° 546 A. E. du 13 octobre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
 CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
 COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu l'arrêté général n° 1294 SE. du 29 mars 1943 portant délégation aux gouverneurs et chefs de territoire des pouvoirs conférés au gouverneur général en matière de prix et stocks;

Vu l'arrêté n° 470AE. du 31 août 1943;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La vente du vin ordinaire est interdite jusqu'à nouvel ordre.

ART. 2. — Les maisons de commerce détenant du vin ordinaire devront déclarer leurs stocks au 15 octobre.

Ces déclarations devront parvenir dans les vingt-quatre heures au service du contrôle des prix et stocks (inspection des affaires administratives).

ART. 3. — Toute infraction à ces dispositions sera considérée comme majoration illicite de prix et passible des sanctions prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — L'inspecteur des affaires administratives, chef du service du C. P. S., le procureur de la République, l'administrateur-maire de Lomé et les chefs de circonscription sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui, vu l'urgence, sera publié et rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, aux bureaux des P. T. T., à la chambre de commerce, dans les bureaux des cercles et tous autres lieux publics.

Lomé, le 13 octobre 1943.

A. MERCADIER.

## ARRETE No 559 A. E. du 19 octobre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu l'arrêté général 1.294 sr. du 29 mars 1943 portant délégation aux gouverneurs et chefs de territoire des pouvoirs conférés au gouverneur général en matière de prix et stocks;

Vu l'arrêté 470 AE. du 31 août 1943;

Vu l'arrêté 546 AE. du 13 octobre 1943;

Vu le télégramme 398 du 10 octobre 1943;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rapporté l'arrêté no 546 AE. du 13 octobre 1943 prescrivant le blocage du vin ordinaire.

ART. 2. — La vente du vin ordinaire sera désormais réservée aux seuls titulaires de cartes d'alimentation suivant les taux ci-après :

Hommes . . . . .	20 litres par mois
Femmes . . . . .	12 litres par mois
Enfants de 7 ans à 18 ans . . . . .	7 litres.

Toutefois, à titre transitoire, les titulaires de cartes n'ayant pas encore perçu leurs rations de vin d'octobre pourront l'obtenir dans les conditions antérieures, soit 20 litres de vin par lettre T des denrées diverses.

ART. 3. — La vente du vin est interdite dans tous restaurants, cafés et débits de boisson sauf aux pensionnaires titulaires de cartes d'alimentation.

ART. 4. — Des autorisations exceptionnelles d'achat pourront être délivrées à Lomé par le chef du service du contrôle des prix et stocks, à l'intérieur par les chefs de circonscription, sous réserve d'en rendre compte au chef de ce service.

ART. 5. — Le présent arrêté sera publié et rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, aux bureaux des P. T. T., à la chambre de commerce, dans les bureaux des cercles et tous autres lieux publics.

Lomé, le 19 octobre 1943.

A. MERCADIER.

## Comité du commerce extérieur

## ARRETE No 548 A. E. du 14 octobre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté général 2785 sec. du 8 août 1943 portant organisation provisoire du commerce extérieur en temps de guerre;

Vu la lettre 489 F. du 14 septembre 1943 du gouverneur général, haut-commissaire de la République française au Togo;

Vu la circulaire 507 sec. du 23 septembre 1943 du gouverneur général de l'A. O. F.;

Vu la lettre 2315 sec/7 du 20 septembre 1943 du gouverneur général de l'A. O. F.;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le chef du bureau des affaires économiques est désigné pour représenter au Togo le Comité du commerce extérieur, dans les conditions fixées par l'arrêté général 2785 sec. du 8 août 1943 et la circulaire 507 sec. du 23 septembre 1943 sus-visés.

ART. 2. — Le chef du bureau économique est chargé de l'ordonnancement des opérations relatives au rachat et à l'exportation des produits rachetés, effectuées au compte « achats de produits d'exportation » ouvert à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1943 dans les livres du trésorier-payeur du Togo.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 octobre 1943.

A. MERCADIER.

## Organisation territoriale

## Cercle de Lomé

## ARRETE No 550 APA. du 14 octobre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu les arrêtés des 24 et 31 mai 1934 et les actes subséquents déterminant les limites de la commune-mixte de Lomé;

Vu l'arrêté no 254 du 2 juillet 1936 portant organisation territoriale du cercle de Lomé;

Vu l'arrêté no 464 du 4 septembre 1939 portant organisation territoriale du territoire;

Vu l'arrêté no 533 du 9 octobre 1939 portant modification à la constitution des subdivisions de Lomé et Tsévié;

Vu l'arrêté no 638 du 20 novembre 1941 portant rattachement à la subdivision de Lomé d'un certain nombre de cantons de la subdivision de Tsévié;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cercle de Lomé tel qu'il est désigné par l'arrêté du 4 septembre 1939 susvisé comprend :

- 1<sup>o</sup> — La subdivision de Lomé;
- 2<sup>o</sup> — La subdivision de Tsévié.

ART. 2. — La subdivision de Lomé est constituée par :

- a) Le territoire de la commune-mixte de Lomé;
- b) Les cantons et les villages suivants :

*Canton d'Aflao* (Villages de : Sagbado-Avouémé; Sagbado-Kpéssoudji, Sagbado-Djivon, Sagbado-Gbatchi Soviépe, Ségbé, Gakli, Agbanlekpogan, Akata-Viépe Avédji-Agnigbe, Klémé-Agokpanou, Totivi-Gblenkomé, Yokoué-Agblegamé, Klémé-Avégni, Yokoué, Talessou-Avédji-Kpodji, Akato-Avouémé, Madehoumé, Avénou, Klémé-Yéwépé, Vougomé-Dekpo, Hogomé, Apédokoé-Agokpanou, Apédokoégan, Totigan, Hetchiavi, Lankouvi-Avouémé, Lankouvi-Sokani, Avatamé-Gblékomé, Avatamé.)

*Canton de Baguida* (Villages de : Avépozo; Agodéka; Baguida ville; Boboloé-Kopé; Dévégo; Baka-Kopé, Doeui-Kopé, Gbetsogbé-Kopé, Kpogan, Noudo-Kopé.)

*Canton de Bè* (Villages de : Agodogan, Agodotimé, Adjromati; Ablogamé I; Ablogamé II; Apéyéme; Dandjipé; Hedzé)

*Canton d'Agouvé* (Villages de : Houmbi; Adidolokpo; Nivémé; Atchavé; Akpélébimé; Klevé; Kpatéfi; Etrangers.)

*Canton d'Amoulié* (Villages de : Sodoga-Kopé; Dehouvimé; Kélébougou; Kélébouvi; Wouiti; Tokoin.)

*Canton d'Aképe* (Villages de : Wouémé; Assiama; Atiglimé.)

*Canton de Noépé* (Villages de : Kpodji; Agodomé; Vougomé; Atimounou; Globouimé; Akplofimé; Hodomé; Vletogomé; — Adidogomé; Etrangers.)

*Canton d'Abobo* (Villages de : Ablata; Adidomé; Agbakomé; Avédji-Zio; Avékomé; Houéti; Kpoguédé-Djita.)

*Canton de Dékpo* (Villages de : Zogbé-Koutimé; Zongô.)

*Canton de Djagblé* (Villages de : Ehéti, Ehla-kopé; Gbamakopé; Kpota Nanapé; Plakomé.)

*Canton de Lébé* (Villages de : Kledomé; Woudomé.)

ART. 3. — La subdivision de Tsévié est constituée par les cantons et les villages suivants :

*Village indépendant d'Akoviépé;*

*Canton de l'Awé* (Villages de : Agbéssia; Agnron; Agoudja-Badja; Ahondo; Alagbé; Apéyéme; Assahoun; Ati; Badja; Bagbé; Dédomé; Edji; Kéwé; Toumonou; Tovégan; Tsiviépé; Yometchin; Yopé; Zogbépimé; Zolo.)

*Village indépendant de Batoumé (Agottimé) :*

*Canton de Mission-Tové* (Villages de : Diossé; Ségné; Apéyéme; Kpémé; Pogoñou, Apétépé.)

*Canton d'Adangbé* (Villages de : Anapé; Dodomé; Doukouma; Ebè; Magnan; Kpoguédé; Tozopé; Tarami.)

*Canton d'Agbatopé* (Villages de : Aboumé; Bamé; Davédi-Fiokomé, Séko, Tsamé, Védékou, Yohonou, Zongo.)

*Canton d'Assomé* (Villages de : Apayémé; Baté-Kpodavé; Dekpo; Essin.)

*Canton de Bolou* (Villages de : Adanto; Agbadomé; Alokouegbé; Gatigblé; Kpémé; Kpéta.)

*Canton de Bogomé* (Villages de : Adjirigo; Agomé; Akadjamé; Tsamé; Tashie.)

*Canton de Dalavé* (Villages de : Adjigo; Apégnigbé; Atchanvé; Avéguimé; Bamé; Biosse; Didoavodomé; Glodomé; Seko; Tsamé; Wouévé.)

*Canton de Davié* (Villages de : Adidomé; Adjigo; Atchanvé; Douta; Golopé; Kpogonou; Nago; Tékpou; Tsaha.)

*Canton d'Ezo* (Village de : Ezo.)

*Canton de Fli* (Villages de : Apégamé; Dalakpodji; Wouévé.)

*Canton de Gamé* (Villages de : Agbélouvé; Agbélouvé-gare; Agbélouvé-Zongo; Agokpala; Aké; Avédjé, Boga, Lilikopé, Kodjé, Kodjé-Zongo, Kpévégou, Séva, Kokpévia.)

*Canton de Gapé* (Villages de : Agnigbé-centre; Agnigbé-Kpodji; Agnigbé Vonougba; Agnigbé Wouvé; Agnigbé Zavémé; — Atchakpoé-Agodokpoé; Atchakpoé-centre; Atchakpoé-Gnita; Atchakpoé-Toué-kopé-Atigome-Agadja, Atigome Dafolegname, Atigome-Lokoudokpoé, Atigome-Togodoe, Atigomé-Tokpli, Atigomé-Yorodo Atigomé-Zakpo, — Avédotoé Abidikopé, Avédotoé-Amavé, Avédotoé-Koubinoukoué, Avédotoé-Tchinkalé, Avédotoé-Zogbedji, — Deko Alakpa, Deko-Banikopé, Deko-Gnassivé, Deko-Kpévé, — Ekpo centre, Ekpo Devé, Ekpo Kouni, Ekpo Wouato, — Gnafale Afokponoé, Gnafale Atchavé, Gnafalé Avégan; Gnafale Avélébé; Gnafale Lilika; — Kpekouime Adjigo; Kpekouime Agokopé; Kpekouime Aloï; Kpekouime Atiketoé, Kpekouime Centre; Kpekouime Egbé.)

*Canton de Gati* (Villages de : Adjové; Apegame; Akpafo; Djigbe; Essoun; Gnagbade; Fongbé Apédomé; Fongbé Boeti; Fongbé Zogbedji.)

*Canton de Gblainvié* (Villages de : Avédjé; Kedjé; Kpessi; Kpoguédé Plélouvi; Tchati.)

*Canton de Havé* (Villages de : Apéyéme; Kpodimé; Magnan; Savalou; Siati.)

*Canton de Kodjo* (Villages de : Bobonassé; Kpota.)

*Village indépendant de Kpédji;*

*Canton de Tsévié* (Villages de : Assiama; Bégbé; Dalakpodji, Dévé, Diakpo, Didomé, Gare, Gbalipé, Hetchavi, Nagos, N'dagni, Kpali, Kpatefi, Tekagni; Wagba; Wémé; Zongo.)



*Canton de Yobomé* (Villages de : Agbalame; Agbo-drafo; Fati; Sedjro; Tourmé.)

ART. 4. — Sont abrogés toutes dispositions antérieures contraires, notamment l'arrêté n° 254 du 2 juillet 1936 et les arrêtés n° 533 du 9 octobre 1939 et n° 638 du 20 novembre 1941;

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 octobre 1943.

A. MERCADIER.

### Maïs — palmiste — huile de palme

ARRETE N° 551 A. E. du 15 octobre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté 543 AE. du 9 octobre 1943 prescrivant la déclaration obligatoire des stocks;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est levée pour compter du 15 octobre 1943 l'interdiction d'achat du maïs, palmiste et huile de palme prescrite par arrêté 543 du 9 octobre 1943 susvisé.

ART. 2. — A partir de cette date les prix d'achat de ces produits sont fixés comme suit :

### I — MAIS — PALMISTE

LIEUX D'ACHAT	MAIS		PALMISTE	
	PRIX aux intermédiaires	PRIX aux producteurs	PRIX aux intermédiaires	PRIX aux producteurs
Lomé . . . . .	950	920	1.760	1.730
Anécho . . . . .	885	830	1.674	1.614
Agouévé . . . . .	928	873	1.733	1.673
Mission Tové . . . . .	820	765	1.618	1.558
Tsévié . . . . .	903	848	1.697	1.637
Agbelouvhé . . . . .	869	814	1.650	1.590
Nuatja . . . . .	833	778	1.599	1.539
Atakpamé . . . . .	769	714	1.514	1.454
Anié . . . . .	745	690	—	—
Blita . . . . .	675	620	—	—
Sanguera . . . . .	922	867	1.723	1.663
Noépé . . . . .	910	855	1.708	1.648
Assahoun . . . . .	882	827	1.667	1.607
Tovéga . . . . .	867	812	1.647	1.587
Agou . . . . .	826	771	1.590	1.530
Palimé . . . . .	812	757	1.572	1.512
Badja . . . . .	894	839	1.684	1.624
Gapé . . . . .	797	745	1.578	1.518
Akoviépé . . . . .	826	771	1.624	1.564
Keve . . . . .	875	820	1.656	1.596

Les prix à payer dans les centres non indiqués ci-dessus seront fixés par les chefs de circonscription compte tenu des transports routiers à 6 francs la tonne kilométrique.

### II — HUILE DE PALME

LIEUX D'ACHAT	PRIX aux intermédiaires	PRIX AUX PRODUCTEURS	
		La tonne	L'estagnon
Lomé . . . . .	3.345	3.259	56
Agouévé . . . . .	3.304	3.158	55
Tsévié . . . . .	3.243	3.097	54
Agbelouvhé . . . . .	3.164	3.018	53
Nuatja . . . . .	3.075	2.929	51
Atakpamé . . . . .	2.889	2.743	48
Sanguera . . . . .	3.288	3.142	55
Noépé . . . . .	3.261	3.115	53
Assahoun . . . . .	3.192	3.046	53
Tovéga . . . . .	3.159	3.013	53
Agou . . . . .	3.058	2.912	51
Palimé . . . . .	3.017	2.871	50
Badja . . . . .	3.224	3.078	54
Keve . . . . .	3.201	3.055	53
Mission Tové . . . . .	3.114	2.968	52
Akoviépé . . . . .	3.128	2.982	52
Gapé . . . . .	3.052	2.906	51
Tabligbo — Agomeglozou . . . . .	2.716	2.556	45
Ahepe — Kowe . . . . .	2.590	2.430	43
Gboto . . . . .	2.632	2.472	43
Tchekpo . . . . .	2.643	2.483	43
Vogan . . . . .	2.968	2.808	49
Afagnagan . . . . .	2.853	2.693	47
Aveve — Sevaga . . . . .	2.895	2.735	48
Agouega . . . . .	3.094	2.934	51
Anécho . . . . .	3.210	3.064	54

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des postes et des subdivisions et autres lieux publics.

Lomé, le 15 octobre 1943.

A. MERCADIER.

### Droits fiscaux

ARRETE N° 552 F. du 15 octobre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 74 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 687 F. du 8 décembre 1942 supprimant les taxes indirectes adventives et modifiant les droits d'entrée et de sortie du Togo;

Vu le décret du 23 juillet 1943 fixant les attributions du commissaire aux colonies;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation par le commissaire aux colonies;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La quotité et le mode d'assiette des droits fiscaux d'importation sont modifiés et les droits seront perçus selon les indications du tableau I annexé au présent arrêté qui abroge le tableau I correspondant, annexé à l'arrêté n° 687 F. du 8 décembre 1942.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 octobre 1943.

A. MERCADIER.

(Rendu provisoirement exécutoire par arrêté n° 564 F. du 23 octobre 1943.)

Tableau I

**TARIF FISCAL D'ENTREE**

NUMÉROS DU TARIF ET DE LA NOMENCLATURE OFFICIELLE	DESIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL D'ENTRÉE		OBSERVATIONS
		UNITÉS DE PERCEPTION	QUOTITÉ DES DROITS	
	<b>PREMIÈRE SECTION</b> <b>Matières animales</b>			
	<b>CHAPITRE II</b> <i>Produits et dépouilles d'animaux</i>			
17 à 20 bis	Viandes salées ou en saumure préparées ou non.	Valeur	16%	
21-22	Charcuterie fabriquée	—	16%	
	Foie gras (foie d'oie de canard) ou avec ou sans mélange d'autres viandes ou denrées, y compris les foies conservés au naturel ou cuits :			
26	Conserves de viandes en boîtes ou autres récipients hermétiquement clos			
27	truffés	Valeur	32%	
28	non truffés	—	32%	
29	autres (truffées viandes (non truffées	—	20%	
		—	16%	
69 à 71	Lait naturel ou concentré sans sucre (liquide, solide ou pâteux)	—	4%	
73	Fromages de toutes sortes.	—	4%	
74 à 75	Beurre frais, fondu ou salé	—	4%	
	Engrais organiques de			
	toutes sortes, y compris ceux d'origine végétale			
	azotés	guano.	Exempts	
		autres.	Exempts	
	autres	(naturels ou élaborés)	Exempts	
	<b>CHAPITRE III</b> <i>Pêches</i>			
86	Poissons conservés au naturel, marinés ou autrement présentés			
	Sardines.	—	16%	
	autres.	—	16%	
	<b>DEUXIÈME SECTION</b> <b>Matières végétales</b>			
	<b>CHAPITRE VI</b> <i>Farineux alimentaires</i>			
111	Froment en grains.	—	4%	
113	Orge en grains	—	4%	
114	Maïs en grains	—	4%	
116 à 118 bis	Farine de froment.	—	4%	
120	Orge en farine	—	4%	
126-127	Biscuits de mer (légèrement sucrés ou non sucrés)	—	4%	
130	Gruaux, semoules en gruau	—	4%	
131	Blé concassé.	—	4%	
136	Semoules en pâtes et pâtes alimentaires	—	4%	

NUMÉROS DU TARIF ET DE LA NOMENCLATURE OFFICIELLE	DESIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL D'ENTRÉE		OBSERVATIONS
		UNITÉS DE PERCEPTION	QUOTITÉ DES DROITS	
139	Riz . . . . .	Valeur	4%	
140		—	4%	
141		—	4%	
143-144	Légumes secs (entiers ou en farine) . . . . .	—	4%	
147	Pommes de terre . . . . .	—	4%	
<b>CHAPITRE VII</b>				
<i>Fruits et graines</i>				
156	Fruits frais non foncés	noix de colas	Le Kg. net	5 frs.
149 à 156 et 157 à 161		autres	Valeur	4%
162	Fruits frais forcés (raisins et autres) . . . . .	—	4%	
170 b.	Noix de colas desséchées (entières ou en mor- ceaux) . . . . .	Le Kg. net	5 frs.	
171	Fruits de table ou autres confits, ou conservés à l'alcool ou à l'eau de vie (avec ou sans sucre)	ht. d'alc. par ou	32% avec minimum de 8.000 f. l'hectolitre d'alcool pur	
172	Fruits de table con- servés au naturel à l'état entier ou non dans un liquide sucré	ananas . . . . .	—	32%
173		papayes, goyaves et avocats . . . . .	—	32%
174		autres . . . . .	—	32%
201	Graines à ensementer . . . . .	—	Exemptes	
<b>CHAPITRE VIII</b>				
<i>Denrées coloniales de consommation</i>				
202-203	Sucres	bruts : en poudre et vergeoises . . . . .	100 Kg. net	200 frs.
204 à 207		raffinés et assimilés : candis et autres . . . . .	—	221 frs.
208		Mélasses . . . . .	Valeur	20%
209	Sirops et sucres intervertis . . . . .	—	32%	
210	Confiserie au sucre, bonbons berlingots, dragées . . . . .	contenant une liqueur alcoolique (1) . . . . .	—	32%
211		autres sans cacao ni chocolat . . . . .	—	32%
212		Fruits confits au sucre (sans alcool) . . . . .	—	32%
218-219	Lait concentré additionné de sucre (liquide, pâteux ou solide) . . . . .	—	4%	
220	Farine lactée additionnée de sucre ou non . . . . .	—	4%	
221	Confitures, gelées et marmelades, compotes, purée de fruits contenant . . . . .	50% et plus de sucre . . . . .	—	32%
221		moins de 50% du sucre . . . . .	—	16%
222	Café	en fèves ou pellicules . . . . .	—	32%
223		torréfié (moulu ou autrement préparé) . . . . .	—	32%
227	Cacao sucré et chocolat . . . . .	—	32%	
228	Confiserie au cacao, au beurre de cacao ou au chocolat . . . . .	contenant une liqueur alcoolique (1) . . . . .	—	32%
229		autres . . . . .	—	32%
230	Poivres . . . . .	—	20%	
231	Piments . . . . .	—	20%	
234 bis	Thés de toutes sortes . . . . .	—	24%	

(1) Cette taxation cou-  
vre l'alcool et le sucre.(1) Cette taxation cou-  
vre l'alcool et le sucre.

NUMÉROS DU TARIF ET DE LA NOMENCLATURE OFFICIELLE	DESIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL D'ENTRÉE		OBSERVATIONS
		UNITÉS DE PERCEPTION	QUOTITÉ DES DROITS	
235	Tabacs en feuille ou en côtes.	Le Kg. net	30 frs.	
236	Tabacs fabriqués . . . . . 			

NUMÉROS DU TARIF ET DE LA NOMENCLATURE OFFICIELLE	DESIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL D'ENTRÉE		OBSERVATIONS
		UNITÉS DE PERCEPTION	QUOTITÉ DES DROITS	
	Essences ou extraits solubles dans l'alcool pouvant servir à la fabrication des liqueurs et alcoolats ne rentrant pas dans une pharmacopée officielle . . . . .	Prohibés	Prohibés	
	<b>TROISIÈME SECTION</b>			
	<b>Matières minérales</b>			
	<b>CHAPITRE XVI</b>			
	<i>Pierres, terres et combustibles minéraux</i>			
438-439-440	Houille crue ou carbonisée (agglomérée ou non)	—	Exempte	
443	Bitumes et asphaltes . . . . .	Valeur	8%	
444	Huiles de pétrole de schiste et autres	Hl. liquide	120 frs. (3)	
445	Essences . . . . .	—	70 frs. (3)	
	huiles minérales et produits similaires obtenus par hydrogénation ou tout autre procédé de synthèse (3).	—	70 frs. (3)	
447	Huiles de graissage et autres huiles lourdes (y compris les graisses industrielles) . . . . .	100 KB.	140 frs.	
449 à 451	Gas-oils, fuel-oils, rond-oils et brais mous. . . . .	100 KB.	20 frs.	
	<b>CHAPITRE XVII</b>			
	<i>Métaux</i>			
460	Argent. { Brut, en masses, lingots, barres, poudre, objets détruits . . . . .	Valeur	32%	
461	{ battu en feuille . . . . .	—	32%	
462	{ tiré, laminé, filé . . . . .	—	32%	
	<b>CHAPITRE XVIII</b>			
	<i>Produits chimiques</i>			
597	Chlorure de sodium { brut . . . . .	—	4%	
598	{ autres . . . . .	—	4%	
623	Quinine et ses sels et produits synthétiques antimalariques remplaçant la quinine (4). . . . .	—	Exempts.	
627 { a	Engrais chimiques (5). { Phosphatés . . . . .	—	—	
b	{ Potassiques . . . . .	—	—	
c	{ Azotés . . . . .	—	—	
d	{ Autres . . . . .	—	—	
629 { a	Produits chimiques non dénommés aux autres numéros du chapitre . . . . .	—	—	
b	{ Produits insecticides et fongicides exclusivement destinés à l'agriculture (6). . . . .	—	—	
	{ Autres . . . . .	—	16%	
	<b>CHAPITRE XXI</b>			
	<i>Compositions diverses</i>			
658	Parfumeries { Savons { transparents . . . . .	—	32%	
657	{ autres que transparents . . . . .	—	32%	
659	{ Autres. { alcooliques . . . . .	Val. hl. d'Ap. ou hl. de liquide	32%	
660	{ non alcooliques . . . . .	Valeur	32%	

(3) Les fûts spéciaux et estagnons servant de contenant seront exempts de droits.

Pour le calcul des droits le volume considéré est celui du liquide à la température de 15°

(4) La liste des produits admissibles en franchise sera fixée par arrêté de classement du Commissaire de la République.

(5) La liste et les conditions d'admission en franchise des engrais chimiques repris dans cette position tarifaire seront fixés par arrêté de classement du Commissaire de la République.

(6) La liste et les conditions d'admission en franchise des produits repris dans cette position tarifaire seront fixés par arrêté de classement du Commissaire de la République.

82 %, avec minimum de 8.000 frs. l'hl. A. P. ou 2.200 frs. hl. de liquide

NUMÉROS DU TARIF ET DE LA NOMENCLATURE OFFICIELLE	DESIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL D'ENTRÉE		OBSERVATIONS
		UNITÉS DE PERCEPTION	QUOTITÉ DES DROITS	
665	Eaux distillées alcooliques.	Hl. d'Ap. ou hl. de liquide	8.000 f. l'hl. d'Ap. avec minimum de 3.200 fr. l'hl. de liquide	
667	a Sérums, vaccins; toxines et autres produits simi- laires.	—	Exempts	
	b Autres	Valeur	16%	
669	a Alcooliques	—	16 % avec minimum de 1.000 fr. l'hl. de liquide	
	Médicaments composés	Prohibés	Prohibés	
	b non alcooliques	Valeur	16 %	
CHAPITRE XXIII				
Verres et cristaux				
719 à 722	Verroteries dites aussi vitrifications	—	32%	
CHAPITRE XXV				
Tissus				
786	Tissus de jute	—	8%	
787	vides	—	8%	
788	Sacs	—	8%	
	a Importés pleins (7)	—	8%	
	b Tissues de phormium- tenax, de sisal, de dah, d'abacca ou d'autres végétaux filamenteux	—	8%	
794	c non dénommés par ailleurs	—	8%	
	autres	—	8%	
	autres tissus non con- fectionnés	—	8%	
CHAPITRE XXVI				
Papier et ses applications				
891 a	Papier autre que de fantaisie en rouleau destiné à l'impression des journaux	—	Exempts	
906 à 908	Livres	—	—	
910	Journaux et publications périodiques.	—	—	
916	Cartes géographiques et marines	—	—	
918	Cartes à jouer	—	32%	
919	a Clichés en cartons destinés à servir de matrice pour l'impression des journaux	—	Exempts	
	b Sacs en papier tissé pour emballage (9)	—	4%	
CHAPITRE XXVIII				
Ouvrages en métaux				
945 à 950	Orfèvrerie, bijouterie, joaillerie (or, argent, platine et vermeil)	—	32%	
953	Bijouterie fausse	—	32%	

(7) Cette taxation n'est applicable que si l'emballage contient une marchandise exempte de droit ou taxée spécifiquement.

(8) Pour les sacs importés pleins cette taxation n'est applicable que si l'emballage contient une marchandise exempte de droits ou taxée spécifiquement.

(9) Les sacs de l'espace importés pleins sont considérés comme sans valeur marchande et exonérés des droits chaque fois qu'ils sont soumis à leur droit propre.



NUMÉROS DU TARIF ET DE LA NOMENCLATURE OFFICIELLE	DESIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL D'ENTRÉE		OBSERVATIONS
		UNITÉS DE PERCEPTION	QUOTITÉ DES DROITS	
987 à 994 1046 1140 bis	Machines pour l'agriculture (10) . . . . . Instruments agricoles (10) . . . . . Flans et clichés en zinc destinés à l'impression des journaux et des publications . . . . .	— — —	Exemptes — —	(10) La liste des arti- cles entrant dans ces po- sitions tarifaires sera fixée par arrêté de clas- sement du Commissaire de la République.
CHAPITRE XXIX <i>Armes, poudres et munitions</i>				
1150 à 1158 1165 à 1168 1159 à 1164	Armes, poudres et munitions (y compris les artifices pour divertissement et autres articles non dénommés . . . . . Poudres à tirer, dynamite, cheddite, capsules de poudre fulminante, détonateurs pour mines et mèches de mineur . . . . .	Valeur —	32% 16%	
CHAPITRE XXX <i>Meubles et ouvrages en bois</i>				
1175 a 1186 a	Futaillies vides montées ou démontées, cerclées en bois ou en métal . . . . . Caisses vides montées ou démontées. . . . .	— —	Exemptes —	
CHAPITRE XXXIII <i>Ouvrages en matières diverses</i>				
1298 à 1302 1303 1304 1305 à 1314 1423 1424 1424 bis	Aéronefs importés à l'état complet . . . . . Pièces détachées { exemptes de droits (11) . . . d'aéronefs . . . { autres . . . . . Embarcations de tout tonnage (12) . . . . . Briquets mécaniques ou automatiques à frottoirs ou de tous autres systèmes et leurs pièces détachées . . . . . Allumeurs mécaniques ou automatiques pour le gaz et l'acétylène et leurs pièces détachées . . . Cerium métal, ferro-cerium et tous autres alliages de métaux de terres rares ainsi que les fers phosphoriques (pierres à briquet etc.) . . .	— — — — — — —	— — 16% Exemptes 60% 60% 60%	(11) Le Commissaire de la République fixera par arrêté la liste de ces pièces ainsi que les con- ditions d'admission en franchise et les bureaux ouverts à leur importa- tion. (12) Les chalands et allèges importés entière- ment démontés sont ad- mis en franchise sous réserve que le lot im- porté en pièces détachées reste sous le contrôle du service et que le monta- ge et la mise à l'eau soient effectués sous la surveillance de la Dou- ne et aux frais des inté- ressés. (13) Ces produits do- vront être repris aux déclarations d'entrée d'a- près les désignations de la nomenclature officielle et le cas échéant, des mercuriales.
Divers	Tous autres articles ou produits non classés dans les positions tarifaires des chapitres I à XXXIII ci-dessus (13) . . . . .	—	20%	

NOTA. — Les droits fiscaux d'entrée ad valorem sont perçus d'après la valeur des produits dans le lieu et à la date de l'importation. Cette valeur est déterminée soit par la mercuriale officielle, soit à défaut, par la valeur de facture de la dernière transaction intervenue, majorée de 25% pour tenir compte de tous les frais postérieurs à l'achat. Le prix de facture est le prix de la marchandise (emballage compris) au moment où elle sort des magasins du commerçant expéditeur majorée, s'il y a lieu, de la commission des intermédiaires.

Tableau I (suite)

## ANNEXE AU TARIF FISCAL D'ENTRÉE

## TABLEAU DES EXEMPTIONS CONDITIONNELLES ET EXCEPTIONNELLES

NUMÉROS D'ORDRE	DÉSIGNATION DES PRODUITS	OBSERVATIONS
1	Envois de fonds du Trésor et d'une manière générale toutes monnaies ayant cours légal au Togo.	
2	Armes de toutes sortes (fusils mousquetons, tromblons VB; armes blanches et leurs fourreaux ou étuis mitrailleuses, fusils-mitrailleurs, pistolets-mitrailleurs, mitraillettes et leurs affûts, revolvers et pistolets automatiques, canons, obusiers et mortiers et leurs affûts); lance-flammes et lance-fusées; munitions de toutes sortes (munitions pour les armes énumérées ci-dessus ainsi que grenades, bombes, torpilles aériennes ou sous-marines, mines terrestres ou sous-marines) et artifices pour ces diverses munitions; chars et véhicules blindés. Pour bénéficier de l'exonération le matériel énuméré ci-dessus doit être importé directement par les armées françaises de mer, de terre et de l'air.	
3	Registres, imprimés et formulés administratifs, ne constituant pas des objets de commerce. Timbres postaux et papier timbré. Rôle d'équipage pour le service de l'inscription maritime. Livres militaires, matricules etc... Imprimés expédiés par le Département de la guerre pour la délivrance des médailles commémoratives de l'expédition du Maroc ou tout autre expédition militaire sur le Continent d'Afrique. Registres et imprimés divers destinés à la Marine militaire. Billets de la loterie nationale.	
4	Affiches et publications de propagande gouvernementale (brochures, dépliants, etc...) même illustrées à condition que ces documents soient destinés à être distribués gratuitement et qu'ils ne contiennent pas de texte de publicité commerciale.	
5	Décorations envoyées directement aux intéressés par la Grande Chancellerie à l'exclusion de celles ornées de pierres précieuses considérées comme bijoux.	
6	Objets d'avitaillement destinés aux bâtiments de guerre stationnant au Togo.	
7	Matières et objets nécessaires à l'établissement, à l'entretien et à l'exploitation des câbles sous-marins de l'Etat expédiés directement par le Département intéressé.	
8	Appareils orthopédiques adressés directement aux mutilés de guerre.	
9	Les dons et secours aux prisonniers de guerre.	

NUMÉROS D'ORDRE	DÉSIGNATION DES PRODUITS	OBSERVATIONS
	<p>Seront également exemptés des droits fiscaux d'entrée dans les conditions fixées par le Gouverneur Général.</p> <p>Les objets destinés aux Consulats, Vice-consulats et agences consulaires.</p> <p>Les couronnes mortuaires et autres objets (croix, fleurs, motifs, palmes, etc...) destinés à la décoration des tombes des européens inhumés en Afrique Occidentale Française et importés en dehors de toute idée commerciale.</p> <p>Les dépouilles mortelles dont l'introduction a été autorisée.</p> <p>Les vêtements et effets personnels des voyageurs lorsqu'ils portent des traces d'usage.</p> <p>Les vêtements d'uniforme et objets d'équipement des officiers et fonctionnaires.</p> <p>Les habits de théâtre qui suivent les acteurs dans leurs déplacements et les instruments de musique des artistes ambulants.</p> <p>Les récompenses décernées au cours d'épreuves, concours, compétitions disputées en dehors du Togo à des Sociétés de sport et autres.</p> <p>Les mobiliers des personnes qui viennent s'établir au Togo.</p> <p>Les mobiliers provenant d'héritage.</p> <p>Les mobiliers ou parties de mobilier des fonctionnaires, officiers et hommes de troupes.</p> <p>Les objets mobiliers usagés qui sont la propriété personnelle d'habitants de la colonie qui les font venir de France ou de l'étranger pour leur usage personnel.</p> <p>Les bijoux personnels réexpédiés aux intéressés par les soins des Monts de Piété.</p> <p>Les outils, instruments, matériels apportés par les ouvriers ou exploitants pour l'exercice de leur profession ou de leur industrie au Togo.</p> <p>Les trousseaux de mariage des personnes qui viennent habiter au Togo.</p> <p>Les objets destinés aux collections, musées et bibliothèques publiques.</p> <p>Les documents de propagande touristique (affiches, publications.)</p> <p>Les échantillons d'objets fabriqués considérés comme sans valeur marchande, dépareillés ou incomplets et présentés dans des conditions telles qu'ils ne peuvent être utilisés que comme modèles ou types.</p> <p>Les objets destinés à l'exercice du culte à l'exclusion de tous objets susceptibles d'appropriation individuelle.</p> <p>Les marchandises dites de retour (exportées avec ou sans réserve).</p>	

## Indemnités pour charges de famille

ARRETE No 553 F. du 15 octobre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes modificatifs ultérieurs;

Vu le décret du 2 mars 1910 réglementant la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires et agents des services coloniaux et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'article 12 du décret du 27 septembre 1943 relatif au régime des indemnités pour charges de famille du personnel civil en A. O. F. et au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le régime des indemnités pour charges de famille attribuées au personnel originaire de l'Afrique occidentale française et du Togo appartenant aux cadres locaux européens et indigènes du territoire est fixé comme suit à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1943.

ART. 2. — Sont réputés bénéficiaires du présent arrêté les fonctionnaires qui, nés en Afrique, ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 7, paragraphe III du décret du 1<sup>er</sup> novembre 1928 relatif à la caisse intercoloniale des retraites.

ART. 3. — Les indemnités sont attribuées d'après le nombre des enfants dont le bénéficiaire a la charge et qui sont âgés de moins de 15 ans.

Sont considérés jusqu'à l'âge de 15 ans, comme étant à la charge de l'agent en cause les enfants légitimes régulièrement déclarés à l'Etat civil, ou à l'autorité administrative dans les conditions prescrites par l'arrêté n° 438 du 31 juillet 1933 réglementant l'Etat civil indigène.

L'indemnité est allouée, dans les mêmes conditions pour chaque enfant âgé de plus de 15 ans et de moins de 21 ans si celui-ci poursuit des études dans un établissement d'enseignement supérieur ou secondaire. L'attribution éventuelle d'une bourse d'enseignement ne fait pas obstacle à la concession de l'indemnité. Toutefois les enfants admis gratuitement comme internes dans un établissement d'enseignement d'une colonie du groupe n'ouvrent pas droit à cette allocation.

La limite d'âge est fixée à 17 ans si l'enfant est en apprentissage et 16 ans s'il est incapable de travailler par suite d'infirmité.

ART. 4. — L'allocation des indemnités est subordonnée à la production des pièces suivantes :

a) un bulletin de naissance, à la naissance de chaque enfant;

b) chaque année au mois de janvier :

1<sup>o</sup> — un certificat de vie;

2<sup>o</sup> — un certificat du maire ou de l'autorité administrative attestant que le ou les enfants sont effectivement entretenus par le requérant.

c) 1<sup>o</sup> — si l'enfant est incapable de travailler par suite d'infirmité : un certificat médical dans le courant du mois où l'enfant a atteint l'âge de 15 ans;

2<sup>o</sup> — si l'enfant poursuit des études : un certificat délivré par le chef de l'établissement au début de chaque année scolaire;

3<sup>o</sup> — si l'enfant est en apprentissage : une copie du contrat d'apprentissage.

ART. 5. — Lorsque le mari et la femme sont tous deux fonctionnaires et peuvent prétendre aux indemnités pour charges de famille, il n'est alloué qu'une seule indemnité pour chacun des enfants et le soin du mandatement incombe au service qui emploie le mari, à charge par ce service, de signaler, le cas échéant au service qui emploie la femme, la prohibition du cumul.

ART. 6. — Les taux annuels des indemnités pour charges de famille sont fixés comme suit d'après les catégories prévues par l'arrêté fixant les conditions d'attribution de l'indemnité de zone :

a) agents d'origine africaine des cadres locaux européens . . . . . 1.800 francs par enfant;

b) agents des cadres locaux indigènes supérieurs . . . . . 1.080 francs par enfant;

c) agents des cadres locaux indigènes subalternes . . . . . 720 francs par enfant.

En aucun cas le montant des indemnités perçues ne pourra être supérieur à celui de la solde de présence pour les fonctionnaires appartenant aux cadres communs supérieurs et à la moitié de la solde de présence pour les fonctionnaires appartenant aux autres cadres.

Toutefois, lorsque le total des indemnités dues pour les enfants nés d'une même mère dépasse les maxima ci-dessus, ces maxima peuvent être dépassés au profit de ces seuls enfants.

ART. 7. — Les indemnités pour charges de famille sont payables par mois et à terme échu entre les mains et sur l'acquit du chef de famille. Elles sont liquidées d'après la situation des enfants au premier jour du mois. Lorsqu'un enfant est né au cours d'un mois, l'indemnité n'est due qu'à partir du premier jour du mois suivant. Si un enfant décède au cours d'un mois, le mois entier est dû.

ART. 8. — En cas de déclaration tardive le point de départ du paiement de l'indemnité ne pourra être fixé au delà du mois précédant la date de la déclaration et de la production par le bénéficiaire des pièces mentionnées à l'article 4.

ART. 9. — L'indemnité est réduite ou supprimée dans les mêmes proportions et à compter de la date à laquelle le traitement de présence est lui-même réduit ou supprimé pour quelque cause que ce soit. Elle est toutefois maintenue intégralement en cas de réduction de traitement par un congé de maladie, ou si le fonctionnaire est prisonnier de guerre.

ART. 10. — Les agents des cadres locaux européens appartenant actuellement à l'administration conserveront à titre personnel le bénéfice des taux antérieurement alloués sur la base de :

1<sup>er</sup> enfant . . . . . 660 francs;

2<sup>e</sup> enfant . . . . . 1.200 francs;

3<sup>e</sup> enfant . . . . . 2.500 francs;

4<sup>e</sup> enfant et suivants . . . . . 3.000 francs.

Ils pourront néanmoins opter pour le régime prévu par le présent règlement s'ils le jugent plus avantageux. Cette option sera définitive.

ART. 11. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires.

Sont également supprimées toutes les indemnités et allocations octroyées sous quelque dénomination que ce soit à raison de la famille, à l'exception des majorations de l'indemnité de zone, des majorations des frais de déplacement et de celles résultant de l'attribution d'un secours, d'une pension ou d'une allocation de retraite.

ART. 12. — En ce qui concerne les agents des cadres de l'A. O. F., en service au territoire, l'arrêté général n° 3554 F/2 du 7 octobre 1943 fixant le régime des indemnités pour charges de famille du personnel originaire de l'Afrique occidentale française appartenant aux cadres communs supérieurs, secondaires, spéciaux et locaux, est rendu applicable au Togo.

ART. 13. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 octobre 1943.

A. MERCADIER.

#### Logements

N° 555 F. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

16 octobre 1943. — Est complété comme suit le tableau de classement annexé à l'arrêté n° 29 du 9 janvier 1938.

#### BATIMENT DÉFINITIF

##### 1<sup>re</sup> CATÉGORIE

108 A à Lomé . . . . .	2 pièces
108 B à Lomé . . . . .	2 pièces

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1943.

#### Caoutchouc

ARRETE N° 557 AE. du 16 octobre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté 3353 SE. du 18 octobre 1943 du gouverneur général de l'A. O. F. réglementant la récolte, la circulation, le conditionnement et la vente du caoutchouc sylvestre;

Vu la circulaire 521 SE. du 28 septembre 1943 du gouverneur général, fixant les prix du caoutchouc — campagne 1943-1944;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit les prix d'achat du caoutchouc pour la campagne 1943-1944 :

CENTRES	PRIX D'ACHAT AUX PRODUCTEURS			
	1 <sup>re</sup> qual.	2 <sup>me</sup> qual.	3 <sup>me</sup> qual.	DÉCHETS
Agou . . . . .	14.860	13.052	12.145	7.824
Palimé . . . . .	14.794	12.986	12.079	7.758
Atapkamé . . . . .	14.586	12.778	11.871	7.550
Blita . . . . .	14.146	12.338	11.431	7.110

Les chefs de circonscription fixeront les prix dans les centres éloignés du rail compte tenu des frais de transport route à raison de 6 frs. la tonne kilométrique.

ART. 2. — Les qualités prévues à l'article 1<sup>er</sup> doivent répondre aux spécifications suivantes :

1<sup>re</sup> qualité : feuille de 0,20 × 0,30 propres, séchées et fumées ne dépassant pas 6 m/m d'épaisseur;

2<sup>e</sup> — lanières ou galettes non entièrement sèches, et contenant des impuretés;

3<sup>e</sup> — boules de caoutchouc non séchées très sales;

Déchets : tout caoutchouc poisseux, non conditionné.

ART. 3. — Le groupement du caoutchouc sera effectué par les S. I. P. qui achèteront aux producteurs aux prix indiqués à l'article 1<sup>er</sup> et revendront au commerce à ces prix majorés de 1.000 frs. par tonne, la différence de 1.000 frs. revenant aux S. I. P. à titre de ristourne et pour couvrir les frais afférents à la préparation et au conditionnement du produit.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des postes et des subdivisions, ainsi que dans tous autres lieux publics.

Lomé, le 16 octobre 1943.

A. MERCADIER.

#### Affaires courantes

DECISION N° 640 Cab. du 18 octobre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la décision n° 378/Cab. du 1<sup>er</sup> juin 1943, chargeant à titre permanent le secrétaire général du Togo de la signature des affaires courantes et urgentes durant les absences du commissaire de la République française au Togo;

#### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — La décision n° 378 Cab. du 1<sup>er</sup> juin 1943 susvisé est abrogée.

ART. 2. — Durant les absences du commissaire de la République, l'inspecteur des affaires administratives du Togo sera chargé, sans qu'il soit besoin de nouvelles décisions, de l'expédition des affaires courantes et urgentes du territoire.

La signature de ce haut fonctionnaire sera précédée de la mention ci-après :

« Pour le commissaire de la République au Togo,  
L'inspecteur des affaires administratives,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes ».

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 18 octobre 1943.

A. MERCADIER.

#### Personnel

##### Cadres locaux européens

ARRETE N° 560 p. du 19 octobre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mars 1910 fixant le régime de la solde et des indemnités du personnel colonial et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 27 septembre 1943 relatif à la solde et aux allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux retribués sur les budgets généraux, locaux et spéciaux, et annexes de l'Afrique occidentale française et du Togo;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les soldes de présence du personnel appartenant aux cadres locaux européens du Togo, telles qu'elles sont définies par le décret susvisé du 27 septembre 1943, sont fixées à partir du 1<sup>er</sup> mai 1943, conformément aux indications des tableaux annexés au présent arrêté.

ART. 2. — Les fonctionnaires d'origine africaine appartenant aux cadres locaux européens du Togo et appelés à servir hors de leur colonie d'origine, percevront une indemnité spéciale appelée indemnité de dépaysement. Elle est égale au quart de la solde de présence brute.

Les règles d'attribution du supplément colonial sont applicables à l'indemnité de dépaysement.

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 octobre 1943.

A. MERCADIER.

## CADRES LOCAUX EUROPEENS DU TOGO

HIERARCHIE		SOLDE au 16 Juin 1940	SUPPLÉMENT PROVISOIRE de traitement	SOLDE au 1 <sup>er</sup> Mai 1943
<b>Enseignement</b>				
Inspecteur principal des écoles	1 <sup>re</sup> classe	34.000	10.000	44.000
	2 <sup>e</sup> classe	31.000	10.000	41.000
	3 <sup>e</sup> classe	29.000	9.000	38.000
Inspecteur des écoles	1 <sup>re</sup> classe	26.000	9.000	35.000
	2 <sup>e</sup> classe	25.000	9.000	34.000
Instituteur ou Institutrice principal hors classe	2 <sup>e</sup> Echelon	28.000	9.000	37.000
	1 <sup>er</sup> Echelon	26.000	9.000	35.000
Instituteur ou Institutrice principal	1 <sup>re</sup> classe	25.000	9.000	34.000
	2 <sup>e</sup> classe	23.000	9.000	32.000
	3 <sup>e</sup> classe	21.000	9.000	30.000
Instituteur ou Institutrice	1 <sup>re</sup> classe	19.000	8.000	27.000
	2 <sup>e</sup> classe	17.000	8.000	25.000
	3 <sup>e</sup> classe	16.000	8.000	24.000
	4 <sup>e</sup> classe	14.000	8.000	22.000
	5 <sup>e</sup> classe	13.000	8.000	21.000
Instituteur ou Institutrice stagiaire	6 <sup>e</sup> classe	11.000	8.000	19.000
		10.000	8.000	18.000
<b>Police</b>				
Commissaire principal	1 <sup>re</sup> classe	30.000	9.000	39.000
	2 <sup>e</sup> classe	26.000	9.000	35.000
Inspecteur principal	1 <sup>re</sup> classe	23.500	9.000	32.500
	2 <sup>e</sup> classe	21.500	9.000	30.500
	3 <sup>e</sup> classe	18.500	8.000	26.500
Commissaire	1 <sup>re</sup> classe	23.000	9.000	32.000
	2 <sup>e</sup> classe	21.000	9.000	30.000
	3 <sup>e</sup> classe	19.000	8.000	27.000
Inspecteur	1 <sup>re</sup> classe	17.500	8.000	25.500
	2 <sup>e</sup> classe	16.500	8.000	24.500
	3 <sup>e</sup> classe	14.500	8.000	22.500
Commissaire-Adjoint	1 <sup>re</sup> classe	17.500	8.000	25.500
	2 <sup>e</sup> classe	16.500	8.000	24.500
	3 <sup>e</sup> classe	14.500	8.000	22.500
Inspecteur-Adjoint	1 <sup>re</sup> classe	13.500	8.000	21.500
	2 <sup>e</sup> classe	12.500	8.000	20.500
	3 <sup>e</sup> classe	11.500	8.000	19.500
Inspecteur stagiaire		10.500	8.000	18.500



HIERARCHIE		SOLDE au 16 Juin 1940	SUPPLEMENT PROVISOIRE de traitement	SOLDE au 1 <sup>er</sup> Mai 1943
<b>Travaux publics</b>				
Chef dessinateur, chef comptable, chef surveillant, chef ouvrier d'art . . .	Hors classe . .	24.000	9.000	33.000
Chef dessinateur, chef comptable, chef surveillant, chef ouvrier d'art . . .	1 <sup>re</sup> classe . .	20.000	8.000	28.000
	2 <sup>e</sup> classe . .	18.000	8.000	26.000
	3 <sup>e</sup> classe . .	17.000	8.000	25.000
Dessinateur, comptable, surveillant, ouvrier d'art principal . . . . .	1 <sup>re</sup> classe . .	16.000	8.000	24.000
	2 <sup>e</sup> classe . .	14.500	8.000	22.500
	3 <sup>e</sup> classe . .	14.000	8.000	22.000
Dessinateur, comptable, surveillant, ouvrier d'art . . . . .	1 <sup>re</sup> classe . .	12.800	8.000	20.800
	2 <sup>e</sup> classe . .	12.000	8.000	20.000
	3 <sup>e</sup> classe . .	11.200	8.000	19.200
	4 <sup>e</sup> classe . .	10.500	8.000	18.500
<b>Chemins de fer et wharf</b>				
Chef de bureau, chef d'études, inspecteur d'exploitation, inspecteur des voies et bâtiments, chef de dépôt, chef d'atelier, inspecteur du matériel et de la traction . . . . .	1 <sup>re</sup> classe . .	34.000	10.000	44.000
	2 <sup>e</sup> classe . .	29.000	9.000	38.000
S/chef de bureau, s/chef d'études, s/inspecteur d'exploitation, s/inspecteur des voies et bâtiments, s/chef de dépôt, s/chef d'atelier, s/inspecteur du matériel et de la traction . . . . .	1 <sup>re</sup> classe . .	26.000	9.000	35.000
	2 <sup>e</sup> classe . .	23.500	9.000	32.500
	3 <sup>e</sup> classe . .	21.000	9.000	30.000
Agent comptable ppal, dessinateur ppal, chef de district ppal, chef de gare ppal, contrôleur ppal, chef ouvrier d'art, chef mécanicien . . . .	Hors classe . .	23.500	9.000	32.500
Agent comptable ppal, dessinateur ppal, chef de district ppal, chef de gare ppal, contrôleur ppal, chef ouvrier d'art et chef mécanicien . . . .	1 <sup>re</sup> classe . .	21.000	9.000	30.000
	2 <sup>e</sup> classe . .	18.000	8.000	26.000
	3 <sup>e</sup> classe . .	16.500	8.000	24.500
Agent comptable, dessinateur, agent technique, s/chef de gare, contrôleur, chef de district, ouvrier d'art, s/chef mécanicien . . . . .	1 <sup>re</sup> classe . .	14.500	8.000	22.500
	2 <sup>e</sup> classe . .	14.000	8.000	22.000
	3 <sup>e</sup> classe . .	12.500	8.000	20.500
	4 <sup>e</sup> classe . .	11.500	8.000	19.500
	5 <sup>e</sup> classe . .	10.500	8.000	18.500
<b>Radiotélégraphistes</b>				
Ingénieur chef de station . . . . .	Hors classe . .	34.000	10.000	44.000
Ingénieur chef de station . . . . .	1 <sup>re</sup> classe . .	29.000	9.000	38.000
	2 <sup>e</sup> classe . .	27.000	9.000	36.000
	3 <sup>e</sup> classe . .	26.000	9.000	35.000
Sous chef de station . . . . .	Hors classe . .	24.000	9.000	33.000
Sous chef de station . . . . .	1 <sup>re</sup> classe . .	21.000	9.000	30.000
	2 <sup>e</sup> classe . .	19.000	8.000	27.000
	3 <sup>e</sup> classe . .	18.000	8.000	26.000
Commis radiotélégraphiste ou mécanicien électricien principal . . . .	1 <sup>re</sup> classe . .	16.000	8.000	24.000
	2 <sup>e</sup> classe . .	15.000	8.000	23.000
	3 <sup>e</sup> classe . .	14.000	8.000	22.000
Commis radiotélégraphiste ou mécanicien électricien . . . . .	1 <sup>re</sup> classe . .	13.000	8.000	21.000
	2 <sup>e</sup> classe . .	11.500	8.000	19.500
	3 <sup>e</sup> classe . .	10.500	8.000	18.500

HIERARCHIE		SOLDE au 16 Juin 1940	SUPPLÉMENT PROVISOIRE de traitement	SOLDE au 1 <sup>er</sup> Mai 1943
<b>Géomètres</b>				
Géomètre en chef	Hors classe	29.000	9.000	38.000
Géomètre en chef	1 <sup>re</sup> classe	26.000	9.000	35.000
	2 <sup>e</sup> classe	24.000	9.000	33.000
Géomètre principal	1 <sup>re</sup> classe	21.000	9.000	30.000
	2 <sup>e</sup> classe	19.000	8.000	27.000
	3 <sup>e</sup> classe	18.000	8.000	26.000
Géomètre	1 <sup>re</sup> classe	16.000	8.000	24.000
	2 <sup>e</sup> classe	15.000	8.000	23.000
	3 <sup>e</sup> classe	14.000	8.000	22.000
Géomètre-adjoint	1 <sup>re</sup> classe	13.000	8.000	21.000
	2 <sup>e</sup> classe	11.000	8.000	19.000
	3 <sup>e</sup> classe	10.000	8.000	18.000

## ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Nominations

Par décret du 2 septembre 1943 les adjoints principaux et adjoints des services civils dont les noms suivent, admis au stage de l'école nationale de la France d'outre-mer, sont nommés administrateurs-adjoints de 3<sup>e</sup> classe :

- M.M. . . . .
- 25 — Philippe Dubois.
- 36 — Jacques Guillon.

### ACTES DU POUVOIR LOCAL

#### PERSONNEL INDIGÈNE

##### Révocation

Par arrêté n° 563 p. du :  
22 octobre 1943. — Le moniteur d'agriculture de 2<sup>e</sup> classe du cadre local indigène du Togo, Kpadé Joseph Houndjo est révoqué de son emploi pour compter du 26 septembre 1943, date de son incarcération.

#### Agents auxiliaires

##### Nomination

Par décision n° 652 p. du :  
22 octobre 1943. — Sont engagés en qualité de facteurs chefs auxiliaires (échelle II échelon I) les nommés ci-après :

Ajavon Anani Ayivi, Messan Jean, Adjoua Reinhard.

#### Garde - forestier

##### Licenciement

Par arrêté n° 547 p. du :  
14 octobre 1943. — Le garde-forestier stagiaire Amah Alphonse est licencié de son emploi pour incapacité physique.

Il est accordé à l'intéressé une indemnité de licenciement égale à deux mois de solde brute y compris le supplément provisoire.

#### Forces de Police

##### Nominations — Licenciements

Par arrêté n° 561 B. M. du :

21 octobre 1943. — Sont licenciés et rayés des contrôles actifs des forces de police du territoire :

A compter du 1<sup>er</sup> octobre 1943 :

N'polo, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1079, « pour faute grave contre la discipline ».

A compter du 16 octobre 1943 :

Patinvo, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 1181 « pour faute grave en service ».

Sossou Toudji, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 1391 « pour faute grave en service ».

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 du 30 août 1934 sont accordés aux gardes licenciés ci-dessus pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

Par arrêté n° 562 B. M. du :

21 octobre 1943. — Sont licenciés et rayés des contrôles actifs des forces de police du territoire pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1943 :

Kpota Hessou, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/786 A D « pour fin de contrat ».

Somaila Amoussou, milicien de 2<sup>e</sup> classe Mle M/831 A S, « pour mauvaise manière habituelle de servir ».

Hounzandji Casimir, sergent, Mle M/594 A D, « pour faux en écriture ».

Zanou Houessou, milicien de 2<sup>e</sup> classe Mle M/820 A D, « révoqué des gardes cercles du Dahomey pour faute grave en service ».

Sont agréés à la 1<sup>re</sup> compagnie de milice en qualité de stagiaires catégorie B. pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1943 :

Patouba Eugène,

Lemou Tchala,

Kanfouaré Lamboni,

Kpanté Djoré,

Kombaté Mopien,

Kodjo Assiba,

Longa Samuel,

Kpatcha Ahouboumi,

Kombaté Laré,

Matakossi Alété,

Samboné Laré,

Kpikpa Nadjombé,

Aloukéouro Mèba,

Laré Kombatébigué,

Pokanam Douti.

Est engagé pour un an comme caporal, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1943, le caporal stagiaire de Souza Rémy, N° Mle M/1025 AD.

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 du 30 août 1934 sont accordés aux gradés et miliciens licenciés ci-dessus pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

## DIVERS

### Bourses

Par décision n° 648 E. du :

22 octobre 1943. — Les bourses suivantes\* sont accordées pour l'année scolaire 1943-1944 :

1<sup>o</sup> — Une bourse d'études de 4.200 francs à M. Amaizo Basile, élève de 3<sup>e</sup> B au lycée Faidherbe à Saint-Louis.

2<sup>o</sup> — Une bourse d'études de 4.200 francs à M. Quashie William, élève de 2<sup>e</sup> B au lycée Faidherbe à Saint-Louis.

3<sup>o</sup> — Une bourse d'études de 4.200 francs à M. Randolph François Xavier, élève de 2<sup>e</sup> B au lycée Faidherbe à Saint-Louis.

4<sup>o</sup> — Une bourse d'études de 4.200 francs à M. Akouete Léon, élève de 5<sup>e</sup> A au lycée Faidherbe à Saint-Louis, sous réserve qu'il soit admis à la classe supérieure en octobre 1943.

Ces bourses sont payables au proviseur du lycée Faidherbe à Saint-Louis.

### Inscription maritime

Par décision n° 614 APA. du :

11 octobre 1943. — M. André, administrateur de 2<sup>e</sup> classe des colonies, commandant le cercle de Lomé, est nommé chef du service de l'inscription maritime du territoire, en remplacement de M. Guillou, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, appelé à d'autres fonctions.

### Libération conditionnelle — Résidence obligatoire

Par arrêté n° 549 APA. du :

14 octobre 1943. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé Lawson Laté Simon, détenu à la prison de Mango, âgé de 28 ans environ, né vers 1915 à Anécho, fils de feu John Adjri Boévi Lawson et de Bolla Adakou, condamné par jugement n° 5, du 2 mai 1942 du tribunal du premier degré de Mango, réformé par arrêt en date du 16 juillet 1942 du tribunal colonial d'appel de Lomé, à deux ans de prison, et interdiction d'exercer à jamais aucun emploi public, pour vol et délit de violences.

Le nommé Lawson Laté Simon est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle de Sokodé jusqu'au premier juin 1944, date d'expiration de sa peine de prison.

### Sociétés indigènes de prévoyance

Par décision n° 615 AE. du :

11 octobre 1943. — L'agent auxiliaire Brym André, magasinier du magasin général du service local est nommé, cumulativement avec ses fonctions, gestionnaire comptable du matériel du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1943.

Il aura droit, en cette qualité, à une indemnité de responsabilité de : mille deux cents francs l'an qui lui sera payée par le fonds commun.

### Témoignages officiels de satisfaction

Par décision du gouverneur général de l'A. O. F. du :

2 octobre 1943. — Un témoignage de satisfaction avec inscription au dossier est accordé aux officiers du corps de santé des troupes coloniales, en service hors cadres au service général autonome de la maladie du sommeil en A. O. F. et au Togo, dont les noms suivent :

Médecin-capitaine Adamy, pendant plus de trois années, dans le secteur isolé de Mango (nord Togo), avec beaucoup de dévouement et de ténacité dans l'effort, a combattu la maladie du sommeil de telle sorte qu'il a provoqué par son action continue un abaissement remarquable des index de contamination.

## Textes publiés à titre d'information

### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

#### Personnel

#### Soldes

ARRETE général N° 3551 F. du 7 octobre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 2 mars 1910 fixant le régime de la solde et des indemnités du personnel colonial et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 27 septembre 1943 relatif à la solde et aux allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux rétribués sur les budgets généraux, locaux et spéciaux, et annexes de l'Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté général du 17 mai 1922 réglementant la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires des cadres communs et locaux de l'A. O. F. et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté général du 9 juin 1943 fixant les soldes du personnel en service en Afrique occidentale française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les soldes de présence du personnel appartenant aux cadres communs supérieurs de l'A. O. F. telles qu'elles sont définies par le décret susvisé du 27 septembre 1943 sont fixées à partir du 1<sup>er</sup> mai 1943 conformément aux indications des tableaux annexés au présent arrêté.

Toutefois des arrêtés spéciaux fixeront les soldes de présence des personnels dont les statuts ont été modifiés depuis le 16 juin 1940.

ART. 2. — Les fonctionnaires d'origine africaine appartenant aux cadres communs supérieurs et appelés à servir hors de leur colonie d'origine percevront une indemnité spéciale appelée indemnité de dépaysement. Elle est égale au quart de la solde de présence brute.

Les règles d'attribution du supplément colonial sont applicables à l'indemnité de dépaysement.

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions contraires et notamment celles de l'arrêté général du 9 juin 1943 susvisé.

ART. 4. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le directeur général des finances et le directeur des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 7 octobre 1943.

P. COURNARIE.

# **CADRES COMMUNS SUPERIEURS**

HIERARCHIE		SOLDE au 16 Juin 1940	SUPPLÉMENT PROVISOIRE de traitement	SOLDE au 1 <sup>er</sup> Mai 1943
<b>Travaux Publics</b>				
Dessinateur, comptable, surveillant, ouvrier d'art, sous-maître de phare.	Stagiaire . .	10.500	8.000	18.500
— do —	avant 18 mois	11.200	8.000	19.200
	après 18 mois	12.000	8.000	20.000
	après 36 mois	12.800	8.000	20.800
— do — principal . .	avant 18 mois	14.000	8.000	22.000
	après 18 mois	14.500	8.000	22.500
	après 36 mois	16.000	8.000	24.000
Chef dessinateur, chef comptable, chef surveillant, chef ouvrier d'art, maître de phare . . . . .	avant 2 ans .	17.000	8.000	25.000
	après 2 ans .	18.000	8.000	26.000
— do — principal . .	avant 2 ans .	20.000	8.000	28.000
	après 2 ans .	24.000	9.000	33.000
Adjoint technique . . . . .	Stagiaire . .	13.000	8.000	21.000
	4 <sup>e</sup> classe . .	13.500	8.000	21.500
	3 <sup>e</sup> classe . .	15.500	8.000	23.500
	2 <sup>e</sup> classe . .	17.000	8.000	25.000
	1 <sup>re</sup> classe . .	19.000	8.000	27.000
Adjoint technique principal . . . . .	4 <sup>e</sup> classe . .	21.000	9.000	30.000
	3 <sup>e</sup> classe . .	22.500	9.000	31.500
	2 <sup>e</sup> classe . .	24.500	9.000	33.500
	1 <sup>re</sup> classe . .	26.000	9.000	35.000
	hors-classe .	28.000	9.000	37.000
<b>Conducteurs de travaux agricoles et forestiers</b>				
Conducteur en chef . . . . .	après 4 ans .	26.000	9.000	35.000
	avant 4 ans .	25.000	9.000	34.000
	avant 2 ans .	23.000	9.000	32.000
Conducteur principal . . . . .	après 4 ans .	21.000	9.000	30.000
	avant 4 ans .	19.000	8.000	27.000
	avant 2 ans .	17.500	8.000	25.500
Conducteur . . . . .	après 18 mois	14.500	8.000	22.500
	avant 18 mois	14.000	8.000	22.000
Aide-conducteur . . . . .	après 18 mois	12.500	8.000	20.500
	avant 18 mois	11.500	8.000	19.500
Aide-conducteur stagiaire . . . . .		10.500	8.000	18.500
<b>Chemin de fer</b>				
<b>A. — CADRE SUPÉRIEUR</b>				
Chef de division ppal (1) et inspecteur divisionnaire principal (2) . . . . .		42.000	11.000	53.000
Chef de division (1) et inspecteur divi- sionnaire (2) . . . . .	après 3 ans .	38.000	10.000	48.000
	avant 3 ans .	36.000	10.000	46.000
<b>B. — CADRE COMMUN</b>				
Chef de bureau et chef d'étude, inspec- teur d'exploitation, inspecteur de la voie, inspecteur de traction, chef de dépôt, et chef d'atelier . . . . .	après 2 ans .	34.000	10.000	44.000
	avant 2 ans .	29.000	9.000	38.000

(1) Administration centrale et bureaux

(2) Exploitation, Voie et Bâtiments, Matériel, et traction

HIERARCHIE		SOLDE au 16 Juin 1940	SUPPLÉMENT PROVISOIRE de traitement	SOLDE au 1 <sup>er</sup> Mai 1943		
Sous- chef de bureau, et sous-chef d'étude, sous inspecteur d'exploita- tion, chef de section, (voie) sous- chef de dépôt et sous-chef d'atelier	après 4 ans avant 4 ans	26.000 23.500	9.000 9.000	35.000 32.500		
Agent comptable ppal, dessinateur ppal	avant 2 ans après 66 mois	21.000 23.500	9.000 9.000	30.000 32.500		
agent technique ppal, chef de gare et contrôleur ppal, chef de district	avant 66 mois avant 42 mois	21.000 18.000	9.000 8.000	30.000 26.000		
ppal, chef ouvrier d'art et chef mé- canicien	avant 18 mois	16.500	8.000	24.500		
Agent comptable, dessinateur et agent technique, sous chef de gare	après 54 mois avant 54 mois	14.500 14.000	8.000 8.000	22.500 22.000		
et contrôleur, chef de district, ou- vrier d'art, et sous chef mécanicien	avant 36 mois avant 18 mois	12.500 11.500	8.000 8.000	20.500 19.500		
Agent comptable, dessinateur et agent technique, sous chef de gare et con- trôleur, chef de district, ouvrier d'art et sous chef mécanicien	Stagiaire	10.500	8.000	18.500		
<b>Agents radiotélégraphistes</b>						
Ingénieur radiotélégraphiste	après 3 ans avant 3 ans	34.000 29.000	10.000 9.000	44.000 38.000	Cadre en voi- d'extinction. Rem- placé par celui de transmissions colo- niales (C. Général). Les soldes ci-con- tre sont celles qu- étaient en vigueur au 16-6-40. Il n'y a donc rien à changer.	
Chef de station	après 3 ans avant 3 ans	27.500 26.000	9.000 9.000	36.500 35.000		
S/chef de station	après 2 ans avant 2 ans	23.500 21.000	9.000 9.000	32.500 30.000		
Commis radiotélégraphiste ppal ou mécanicien électricien principal	après 3 ans avant 3 ans avant 18 mois	18.000 16.500 14.500	8.000 8.000 8.000	26.000 24.500 22.500		
Commis radiotélégraphiste ou méca- nicien électricien	après 3 ans avant 3 ans avant 18 mois	14.000 12.500 11.500	8.000 8.000 8.000	22.000 20.500 19.500		
Commis radiotélégraphiste stagiaire ou mécanicien électricien stagiaire		10.500	8.000	18.500		
<b>Eaux et forêts</b>						
Contrôleur en chef	après 4 ans avant 4 ans avant 2 ans	26.000 25.000 23.000	9.000 9.000 9.000	35.000 34.000 32.000		
Contrôleur principal	après 4 ans avant 4 ans avant 2 ans	21.000 19.000 17.500	9.000 8.000 8.000	30.000 27.000 25.500		
Contrôleur	après 18 mois avant 18 mois	14.500 14.000	8.000 8.000	22.500 22.000		
Aide-contrôleur	après 18 mois avant 18 mois	12.500 11.500	8.000 8.000	20.500 19.500		
Aide-contrôleur stagiaire		10.500	8.000	18.500		
<b>Postes-télégraphes-téléphones</b>						
<b>A. — CADRE SUPÉRIEUR</b>						
Directeur	après 6 ans après 3 ans avant 3 ans	62.000 55.000 49.000	14.000 12.000 11.000	76.000 67.000 60.000		
Inspecteur et receveur comptable cen- tralisateur	après 6 ans après 4 ans après 2 ans avant 2 ans	46.000 41.000 38.000 35.000	11.000 11.000 10.000 10.000	57.000 52.000 48.000 45.000		

HIERARCHIE	SOLDES au 16 Juin 1940	SUPPLÉMENT PROVISOIRE de traitement	SOLDES au 1 <sup>er</sup> Mai 1943
<b>B. — CADRE COMMUN</b>			
<b>Personnel de l'administration centrale</b>			
Rédacteur principal . . . . .	34.000	10.000	44.000
	29.000	9.000	38.000
Rédacteur . . . . .	26.000	9.000	35.000
	23.500	9.000	32.500
	21.000	9.000	30.000
	18.000	8.000	26.000
<b>Personnel d'Exploitation</b>			
Receveur . . . . .	34.000	10.000	44.000
	29.000	9.000	38.000
Contrôleur principal . . . . .	29.000	9.000	38.000
	26.000	9.000	35.000
Contrôleur . . . . .	23.500	9.000	32.500
	21.000	9.000	30.000
	19.000	8.000	27.000
Commis principal . . . . .	19.000	8.000	27.000
	18.000	8.000	26.000
Commis . . . . .	16.500	8.000	24.500
	14.500	8.000	22.500
	14.000	8.000	22.000
	12.500	8.000	20.500
	11.500	8.000	19.500
Stagiaire . . . . .	10.500	8.000	18.500
<b>Personnel technique</b>			
Mécanicien électricien principal. . . . .	30.000	9.000	39.000
	26.000	9.000	35.000
	23.500	9.000	32.500
Mécanicien électricien . . . . .	21.000	9.000	30.000
	19.000	8.000	27.000
	17.500	8.000	25.500
	16.500	8.000	24.500
Aide-mécanicien électricien . . . . .	14.500	8.000	22.500
	14.000	8.000	22.000
	12.500	8.000	20.500
	11.500	8.000	19.500
Stagiaire . . . . .	10.500	8.000	18.500
Monteur électricien ppal et chef d'atelier des lignes . . . . .	24.000	9.000	33.000
	21.000	9.000	30.000
Monteur électricien et chef surveillant principal . . . . .	19.000	8.000	27.000
	18.000	8.000	26.000
	17.000	8.000	25.000
	16.500	8.000	24.500
Monteur électricien ou chef surveillant . . . . .	16.000	8.000	24.000
	14.500	8.000	22.500
	14.000	8.000	22.000
	12.500	8.000	20.500
	11.500	8.000	19.500
Stagiaire . . . . .	10.500	8.000	18.500

ARRETE N° 3552 F. du 7 octobre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et tous actes modificatifs ultérieurs;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires et agents des services coloniaux et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté général du 17 mai 1922 réglementant la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires des cadres communs et locaux de l'A. O. F. et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 982 F. du 6 mars 1943 fixant la solde et les indemnités du personnel en service en A. O. F.;

Vu le décret du 27 septembre 1943 relatif à la solde et aux allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux rétribués sur les budgets généraux, locaux et spéciaux, et annexes de l'A. O. F. et du Togo;

Sous réserve de ratification ultérieure en commission permanente du conseil de Gouvernement;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1<sup>er</sup> mai 1943, la solde annuelle de présence définie à l'article 12 du décret du 2 mars 1910 susvisé des fonctionnaires des cadres communs secondaires, spéciaux ou locaux de l'A. O. F. telle qu'elle est fixée par les actes organiques régissant au 16 juin 1940 les différents cadres auxquels appartiennent ces personnels est majorée :

	frs.
Fonctionnaires dont la rémunération brute annuelle est inférieure à 4.500	3.500
Fonctionnaires dont la rémunération brute annuelle est comprise entre 4.501 et 6.000	4.200
Comprise entre 6.001 et 7.000	5.000
— 7.001 et 8.000	6.000
— 8.001 et 9.000	7.000
— 9.001 et 20.000	8.000
Au delà de 20.000	9.000

ART. 2. — A partir de la date d'application du présent arrêté sont supprimés, pour les personnels visés à l'article précédent, les suppléments provisoires de traitement alloués par la réglementation antérieure.

ART. 3. — Les soldes des agents des cadres communs secondaires ou spéciaux organisés par arrêtés du gouverneur général sont fixées en conséquence, à partir de la date d'application du présent arrêté conformément aux indications des tableaux joints en annexe.

ART. 4. — Les agents appartenant aux cadres communs secondaires et spéciaux suivants ont droit en outre lorsqu'ils servent hors de leur colonie d'origine à une indemnité spéciale dite de dépaysement :

Cadres des médecins, pharmaciens, vétérinaires et sages-femmes auxiliaires;

Préparateurs du cadre du personnel scientifique et technique de l'institut français de l'Afrique noire;

Cadres des instituteurs, commis expéditionnaires, commis des P. T. T., comptables des services financiers, comptables des trésoreries, secrétaires des greffes et parquets, assistants forestiers, surveillants d'agriculture, aides météorologistes, radiotélégraphistes, institutrices de l'enseignement primaire féminin, moniteurs d'enseignement rural, personnel du cadre secondaire des douanes, infirmières visiteuses, infirmiers de la maladie du sommeil, les agents des cadres indigènes supérieurs des chemins de fer de l'A. O. F. à l'exclusion des cadres secondaires de ces chemins de fer.

L'indemnité de dépaysement est égale au quart de la solde de présence brute et les règles d'attribution du supplément colonial lui sont également applicables.

ART. 5. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le directeur général des finances et le directeur des transports, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 7 octobre 1943.

P. COURNARIE.

HIERARCHIE	SOLDES au 16 Juin 1940	SUPPLÉMENT PROVISOIRE de traitement	SOLDES au 1 <sup>er</sup> Mai 1943
<b>Service de Santé</b>			
MÉDECINS, PHARMACIENS, VÉTÉRINAIRES ET SAGES-FEMMES AUXILIAIRES			
I. — MÉDECINS, PHARMACIENS, VÉTÉRINAIRES AUXILIAIRES			
Auxiliaire ppal. { 1 <sup>re</sup> classe . . . . .	24.000	9.000	33.000
{ 2 <sup>re</sup> classe . . . . .	20.000	8.000	28.000
{ 3 <sup>re</sup> classe . . . . .	18.000	8.000	26.000
{ 4 <sup>re</sup> classe . . . . .	16.000	8.000	24.000
Auxiliaire 1 <sup>re</sup> classe { après 5 ans . . . . .	16.000	8.000	24.000
{ avant 5 ans . . . . .	13.000	8.000	21.000
Auxiliaire 2 <sup>re</sup> classe . . . . .	11.500	8.000	19.500
Auxiliaire 3 <sup>re</sup> classe et stag. . . . .	10.500	8.000	18.500
II. — SAGES-FEMMES AUXILIAIRES			
Auxiliaire principal { 1 <sup>re</sup> classe . . . . .	17.500	8.000	25.500
{ 2 <sup>re</sup> classe . . . . .	16.000	8.000	24.000
{ 3 <sup>re</sup> classe . . . . .	14.000	8.000	22.000
{ 4 <sup>re</sup> classe . . . . .	12.500	8.000	20.500
Auxiliaire de 1 <sup>re</sup> classe { après 5 ans . . . . .	12.500	8.000	20.500
{ avant 5 ans . . . . .	10.500	8.000	18.500
Auxiliaire de 2 <sup>re</sup> classe . . . . .	9.500	8.000	17.500
Auxiliaire de 3 <sup>re</sup> classe et stag. . . . .	7.500	6.000	13.500



Instituteurs, commis expéditionnaires, secrétaires des greffes et parquets, comptables des Trésoreries, commis des P. T. T., assistants forestiers, surveillants d'agriculture, aides météorologistes, radiotélégraphistes, comptables des services financiers (A. G. du 18/6/30 J. O. A. O. F. 1930 page 562 = comptables des Trésoreries : A. G. du 30/8/32 J. O. A. O. F. 1932 page 839 — comptables des services financiers : A. G. du 22/12/42 J. O. A. O. F. 1943 page 19 — autres cadres : A. G. du 20/9/30 (et soldés des instituteurs) J. O. A. O. F. 1930 page 778/79 = tous cadres sauf services financiers) A. G. du 16/6/42 J. O. A. O. F. 1942 page 690 — Indemnité différentielle A. G. du 3/2/39 J. O. A. O. F. 1939 page 277).

HIERARCHIE		SOLDES au 16 Juin 1940	SUPPLÉMENT PROVISOIRE de traitement	SOLDES au 1 <sup>er</sup> Mai 1943
Principal.	1 <sup>re</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon.	20.000	8.000	28.000
	1 <sup>re</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon.	17.000	8.000	25.000
	2 <sup>e</sup> classe	14.500	8.000	22.500
Ordinaire.	1 <sup>re</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon.	14.000	8.000	22.000
	1 <sup>re</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon.	12.500	8.000	20.500
	2 <sup>e</sup> classe	12.000	8.000	20.000
Adjoint	1 <sup>re</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon.	11.500	8.000	19.500
	1 <sup>re</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon.	10.500	8.000	18.500
	2 <sup>e</sup> classe	9.750	8.000	17.750
	3 <sup>e</sup> classe	9.000	7.000	16.000
Stagiaire	4 <sup>e</sup> classe	7.950	6.000	13.950
		6.600	5.000	11.600

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS ET COMMUNICATIONS

#### Avis de Concours

##### Ecole coloniale

Un concours pour l'admission au stage de l'école coloniale des adjoints principaux et adjoints des services civils des colonies et des commis principaux des secrétariats généraux, aura lieu dans les conditions prévues à l'arrêté du 10 juillet 1920 réorganisant le corps des administrateurs des colonies et les textes subséquents au cours du mois d'avril 1944. La date exacte et le nombre des places mises au concours seront fixés ultérieurement.

##### Ingénieurs des travaux publics et des mines des colonies

M. le commissaire aux colonies a fixé au premier lundi de mars 1944 l'ouverture du concours pour l'accès au grade d'ingénieur principal et les concours professionnels et directs pour l'accès au grade d'ingénieur-adjoint des travaux publics et des mines des colonies.

Les centres d'examen et le nombre des places mises au concours seront fixés ultérieurement.

Ces concours auront lieu dans les conditions prévues par les arrêtés des 15 décembre 1936, 28 février 1938 et 5 mars 1938.

En outre, les candidats qui ont subi avec succès les épreuves d'admissibilité au concours de 1942-1943 conserveront le bénéfice de cette admissibilité.

### DOMAINES

#### Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1270, déposée le 11 octobre 1943 Monseigneur Cessou Jean-Marie professeur de Vicaire Apostolique du Togo, demeurant et domicilié à Lomé; agissant en qualité de président du conseil d'administration des biens de la mission catholique de Lomé, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier portant des constructions en ruines d'une contenance totale de 30 ares 50 centiares situé à Lomé, rue Colonel Maroix; cercle de Lomé et borné au nord par les terrains à Améniah Clément Ayawo (titre foncier n° 118 de Lomé) et Apaloo, à l'est par la rue Gambetta, au sud par la rue du Colonel Maroix et à l'ouest par le terrain à Sintimo Olympio (titre foncier n° 386 de Lomé).

Il déclare que ledit immeuble appartient au conseil d'administration et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

1<sup>o</sup> — que les biens ayant une affectation de Mission, leurs fruits, intérêts et profits conserveront leur affectation de Mission;

2<sup>o</sup> — que ces biens ayant une affectation de Mission ne pourront être aliénés sans une autorisation préalable du Gouvernement français.

#### Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier

Le lundi 22 novembre 1943 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 7, cercle de Lomé consistant en un terrain ayant la forme de quadrilatère irrégulier, portant une maison d'habitation en terre de barre avec dépendance, d'une contenance de 4 ares 20 centiares, borné au nord par terrain à Latévi Lawson, à l'est par terrain à Augustin Kupodé, au sud par la rue du chemin de fer, à l'ouest par la rue de Jeanne d'Arc, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kpodar Asiogbovi dit Asiogbovi, planteur, demeurant à Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 3 septembre 1943, n° 1265.

Le mardi 23 novembre 1943 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 7, cercle de Lomé consistant en un terrain ayant la forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4 ares 75 centiares, borné au nord par terrain à Peter Ayivor, à l'est par la rue de Kamina, au sud par la rue du chemin de fer, à l'ouest par terrain à Bernard O. Alar, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Justus Gunn, employé de commerce demeurant à Lomé, agissant comme mandataire du sieur Georges Mensah Gunn, retraité des postes à Sekondi (Gold-Coast), suivant réquisition du 6 septembre 1943, n° 1266.

Le jeudi 25 novembre 1943 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 1, cercle de Lomé consistant en un terrain ayant la forme de quadrilatère irrégulier portant une maison à étage et dépendances d'une contenance de 2 ares 2 centiares, borné au nord et à l'est par titre foncier n° 266 de Lomé aux héritiers Ahyee, au sud par la rue du grand marché, à l'ouest par la rue des tisserands, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur

William Georges, commerçant libanais, demeurant à Lomé, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 11 septembre 1943, n° 1267.

Le samedi 27 novembre 1943 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé (Tokouin), cercle de Lomé consistant en un terrain ayant la forme de quadrilatère irrégulier, complanté de cocotiers d'une contenance d'environ 76 ares 37 centiares, borné au nord par terrain à Michel Kokou Katémépi, à l'est par terrain à Noudanou Kotomissah Alihoé, au sud par terrain à Togbé Kloussé, à l'ouest par marécage, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Fanayédé Tsékou, cultivateur, demeurant à Lomé (Tokouin), agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 16 août 1943, n° 1264.

Le vendredi 3 décembre 1943 à dix heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Adjido cercle d'Anécho, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 11 ares 14 centiares, borné à l'est par Akouété da Silveira à l'ouest par James Assogba, au sud par la route de Zébé et au nord par Wallace Lawson, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kponton Sylvestre Sanvi, inspecteur de police, demeurant à Lomé, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 13 septembre 1943, n° 1268.

Le vendredi 3 décembre 1943 à neuf heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho quartier Adjido, cercle d'Anécho consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère d'une contenance de 5 ares 15 centiares, borné à l'est par Afangbon, au nord par une rue allant du Zongo vers la route de Lomé-Zébé, au sud par un passage le séparant d'un terrain à F. de Souza, et à l'ouest par une rue non dénommée, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Emmanuel da Silveira, acheteur de produits, demeurant à Lomé, chargé de l'administration des biens appartenant indivisément aux héritiers de feu Wenceslas da Silveira, suivant réquisition du 10 août 1943, n° 1263.

*Le conservateur de la propriété foncière p. i.,*  
R. de GUISE.